

LA FAIM DANS UN MONDE QUI SE RÉCHAUFFE

Comment la crise climatique aggrave la faim dans un monde qui en souffre déjà



Les fortes pluies de mousson qui se sont abattues sur le Pakistan ont déjà fait plus d'un millier de morts et des millions de personnes déplacées depuis le mois de juin. Dadu, 30 août 2022.

Photo : WAQAR HUSSEIN/EPA-EFE/Shutterstock (13353128d)

1. Résumé

Un tiers du Pakistan s'est retrouvé sous l'eau. Les inondations ont emporté les cultures, lessivé la couche arable du sol et détruit les infrastructures agricoles. De l'autre côté de la mer d'Oman, la Somalie connaît sa pire sécheresse depuis 40 ans ; les récoltes y sont bien

maigres et le bétail se meurt. Autant de preuves que les changements climatiques sont d'ores et déjà une réalité.

Les changements climatiques aggravent la situation de millions de personnes dans le monde qui souffrent de la faim. Le nombre de phénomènes météorologiques extrêmes a quintuplé au cours des 50 dernières années¹, détruisant au passage maints foyers et moyens de subsistance. Par ailleurs, ils alimentent les conflits, provoquent des déplacements de population et creusent les inégalités.

Il existe une série de causes complexes à l'origine de la faim dans le monde. Les conflits et les troubles économiques, comme ceux provoqués par la pandémie de COVID-19, restent des facteurs clés de ce fléau². Cependant, les phénomènes météorologiques extrêmes, de plus en plus nombreux et violents, réduisent eux aussi la capacité des populations pauvres à contrer la faim et à faire face aux chocs à venir, en particulier dans les pays à faible revenu.

Oxfam s'est penchée sur dix pays parmi les plus exposés aux risques climatiques dans le monde, qui ont fait l'objet du plus grand nombre d'appels de l'ONU liés à des phénomènes météorologiques extrêmes depuis 2000, à savoir l'Afghanistan, le Burkina Faso, Djibouti, le Guatemala, Haïti, le Kenya, Madagascar, le Niger, la Somalie et le Zimbabwe³. Cette étude a abouti au constat que la population en situation d'insécurité alimentaire aiguë a plus que doublé dans ces pays au cours des six dernières années, passant de 21 à 48 millions de personnes⁴. Dans ces dix pays, près de 18 millions de personnes sont aujourd'hui à deux doigts de mourir de faim⁵. Il existe une corrélation frappante et indéniable entre les crises liées aux conditions climatiques et l'aggravation de la faim dans ces pays, comme ailleurs.

Pris ensemble, ces dix pays particulièrement sensibles aux risques climatiques ne sont responsables que de 0,13 % des émissions mondiales de carbone⁶. Ils se situent tous dans le dernier tiers des pays les moins préparés pour faire face aux changements climatiques et à ses conséquences⁷. Les émissions de carbone des pays du G20⁸ – qui représentent ensemble plus de 80 % de l'économie mondiale⁹ – sont 650 fois supérieures au total de ces dix pays¹⁰.

Pour s'attaquer aux causes complexes de la faim¹¹ ainsi qu'aux inégalités sous-jacentes, il est nécessaire de prendre un certain nombre de mesures collectives, destinées à mettre fin aux injustices qui aggravent la crise alimentaire en pleine expansion, tout en instaurant des systèmes alimentaires à l'épreuve des changements climatiques et qui fonctionnent pour tout le monde.

La présente note d'information se penche sur la façon dont les changements climatiques agissent comme un multiplicateur de risque, aggravant les menaces existantes et la vulnérabilité à la faim des personnes déjà défavorisées, en particulier les femmes, les travailleurs/euses agricoles et les petit-es exploitant-es. Elle passe en revue les principaux phénomènes météorologiques extrêmes survenant dans sept régions où les populations sont les plus touchées : les typhons en Asie, la sécheresse en Afrique de l'Est, les cyclones en Afrique du Sud, la sécheresse au Sahel, le « couloir de la sécheresse » en Amérique latine, l'élévation du niveau de la mer dans le Pacifique et le manque d'eau dans les bassins de l'Euphrate et du Tigre.

Elle fait valoir que l'incapacité à s'attaquer à la crise climatique perpétue aujourd'hui la dépendance à l'égard d'un système d'aide humanitaire qui n'a pas été conçu ni doté des moyens nécessaires pour répondre à des chocs cycliques d'une telle ampleur et à une telle fréquence. Elle lance un avertissement : si nous ne nous attaquons pas aux injustices climatiques qui sous-tendent la situation, celle-ci ne fera qu'empirer.

Alors que l'humanité est confrontée à cette crise existentielle, les entreprises les plus polluantes continuent d'engranger des profits extraordinaires. L'industrie pétrolière et

gazière a amassé environ 2,8 milliards de dollars de bénéfices par jour (soit plus de 1 000 milliards de dollars par an) au cours des 50 dernières années¹². Moins de 18 jours de profits de ces industries suffiraient à satisfaire la totalité des appels humanitaires de l'ONU pour 2022, soit 48,82 milliards de dollars¹³.

À l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies et en amont de la COP 27, Oxfam appelle les dirigeant·es à prendre des mesures urgentes pour :

- Fournir une aide vitale pour répondre sans délai à la crise alimentaire dans ces pays à haut risque climatique.
- Garantir un financement climatique et anticipé adéquat pour aider les personnes touchées à s'adapter, à se préparer et à surmonter les catastrophes à venir.
- Offrir une compensation aux pays les plus touchés pour les préjudices qu'ils ont déjà subis en raison de la crise climatique.
- Réduire les effets des changements climatiques à l'avenir en élaborant des plans d'action climatique réalistes capables de réduire les émissions afin de limiter le réchauffement à 1,5 °C.

2. La faim induite par la crise climatique se répand

La crise climatique s'accélère partout dans le monde. Les régimes climatiques changent à toute allure et les chocs se succèdent, comme en témoignent les épisodes de sécheresse ou les incendies de forêt aux États-Unis et en Australie, les vagues de chaleur estivales en Europe ou la pire sécheresse que l'Afrique de l'Est ait connue depuis près d'un demi-siècle¹⁴. Les changements climatiques provoquent des épisodes de sécheresse, des inondations, des vagues de chaleur et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes toujours plus fréquents et plus intenses, qui contribuent à leur tour à une insécurité alimentaire de plus en plus grave et répandue¹⁵. Le nombre des catastrophes climatiques a quintuplé au cours des 50 dernières années¹⁶.

Une recherche d'Oxfam a porté sur des zones particulièrement sensibles aux risques climatiques, concrètement sur les dix pays qui ont connu le plus grand nombre d'appels récurrents de l'ONU liés à des phénomènes météorologiques extrêmes depuis 2000¹⁷, à savoir l'Afghanistan, le Burkina Faso, Djibouti, le Guatemala, Haïti, le Kenya, Madagascar, le Niger, la Somalie et le Zimbabwe. Cette recherche a révélé que ces pays connaissent aujourd'hui un temps plus chaud, plus humide ou plus sec qu'auparavant, et qu'ils sont en train de sombrer dans une phase d'insécurité alimentaire particulièrement grave.

Il s'avère extrêmement difficile de mesurer avec justesse l'impact direct des changements climatiques sur l'insécurité alimentaire, étant donné la nature complexe des crises alimentaires¹⁸. Quoiqu'il en soit, à mesure que les phénomènes météorologiques extrêmes s'aggravent et se multiplient, ils saccagent la vie de millions de personnes déjà défavorisées et frappées par d'autres crises, leur ôtant leur maison, leurs récoltes et leur prochain repas.

Comme le montre le tableau 1, le nombre total de personnes se trouvant en situation d'insécurité alimentaire aiguë¹⁹ dans ces dix zones sensibles a plus que doublé au cours des six dernières années, passant de 21,3 millions à 47,5 millions²⁰. Selon le Rapport mondial sur les crises alimentaires, quatre de ces dix pays ont toujours été en tête de liste des pays touchés par une insécurité alimentaire aiguë due principalement à des phénomènes météorologiques extrêmes^{21,22}. Dans ces dix pays, près de 18 millions de personnes risquent aujourd'hui de mourir de faim²³.

Tableau 1. Dix des pays du monde les plus exposés aux risques climatiques

Pays	Nombre d'appels de l'ONU liés à des phénomènes météorologiques extrêmes 2000-2021	Population en situation d'insécurité alimentaire aiguë (IPC 3+) 2016 (en millions)	Population en situation d'insécurité alimentaire aiguë (IPC 3+) 2021 (en millions)	Augmentation du taux d'insécurité alimentaire aiguë (IPC 3+) 2016-2021 (en millions)
Somalie*	16	2,9	3,5	21 %
Haïti	12	1,5	4,4	193 %
Djibouti	9	0,2	0,2	0 %
Kenya*	9	1,3	2,4	85 %
Niger	8	0,3	2,6	767 %
Afghanistan	7	8,5	22,8	168 %
Guatemala	6	1,5	3,7	147 %
Madagascar*	6	0,8	1,6	100 %
Burkina Faso	6	0,2	2,9	1350 %
Zimbabwe*	6	4,1	3,4	-17 %
Total	85	21,3	47,5	123 %

Remarque : en raison de changements survenus entre 2016 et 2021 en ce qui concerne la couverture géographique de ces évaluations, les chiffres sont fournis à titre indicatif uniquement, pour donner un aperçu de l'évolution dans le temps.

* Pays dans lesquels les phénomènes météorologiques extrêmes ont représenté le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë en 2021²⁴.

Frappés par des catastrophes à répétition, ces dix pays subissent déjà les conséquences de la crise climatique, alors qu'un nombre croissant de leurs habitant·es sont en proie à la pauvreté et à la faim. À mesure que la crise climatique continuera à empirer, les chocs dus aux phénomènes météorologiques extrêmes se multiplieront, ce qui affaiblira la résilience de ces pays et leur capacité à répondre aux besoins de leur population. Si les tendances actuelles se poursuivent, le nombre de catastrophes recensées chaque année sur toute la planète pourrait augmenter de 40 %, passant d'environ 400 en 2015 à 560 en 2030²⁵.

À moins que l'on ne réduise considérablement les émissions de gaz à effet de serre avant 2030, le réchauffement de la planète dépassera 1,5 °C au cours du XXI^e siècle. S'il atteint 2°C, 720 millions de personnes sombreront dans l'extrême pauvreté d'ici à 2050²⁶ – soit à peu près le même nombre que celles qui sont parvenues à sortir de cette condition ces vingt dernières années. À l'heure actuelle, nous nous dirigeons à grands pas vers un réchauffement de l'ordre de 2,7 °C²⁷.

3. La crise climatique aggrave les vulnérabilités et creuse les inégalités

La crise climatique se présente de plus en plus comme un multiplicateur de risque, qui s'ajoute à d'autres facteurs importants à l'origine de l'insécurité alimentaire, tels que les conflits, les crises économiques, les déplacements de population, la pauvreté et l'aggravation des inégalités. Elle accroît la pression sur les systèmes de production alimentaire, compromet la sécurité alimentaire²⁸ et augmente les risques pour la sécurité²⁹.

La destruction des moyens de subsistance et la dégradation d'un système alimentaire déjà défaillant

Les phénomènes météorologiques extrêmes induits par les changements climatiques, tels que les épisodes de sécheresse, les incendies, les typhons, les inondations et les cyclones, ainsi que les catastrophes à évolution lente comme l'élévation du niveau de la mer, les régimes climatiques de plus en plus irréguliers et imprévisibles et la désertification, sont capables de détruire la principale source de revenus d'une famille. Ils provoquent des pertes de récoltes, de bétail et de pêcheries, dégradent les sols et les écosystèmes et perturbent les chaînes alimentaires locales, entraînant une hausse des prix des aliments. À elle seule, la sécheresse a coûté aux pays à revenu faible et intermédiaire des pertes de récoltes et de bétail estimées à 37 milliards de dollars US entre 2008 et 2018³⁰.

Tableau 2. Comment les changements climatiques compromettent la sécurité alimentaire³¹

Disponibilité Des denrées alimentaires sont disponibles en permanence sur les marchés locaux, produites par les ménages ou obtenues via d'autres sources.	Accessibilité La population doit avoir un accès sécurisé aux denrées alimentaires, sur le plan économique et matériel.
La crise climatique met à rude épreuve les systèmes agricoles du monde entier, car elle influe sur les rendements et la productivité ³² . Elle réduit la disponibilité des denrées alimentaires, à cause d'une diminution de la production alimentaire locale, d'une part, notamment des aliments produits ou récoltés par les ménages pour leur propre consommation, et d'une baisse de la production mondiale, d'autre part, qui touche les pays fortement dépendants de l'importation de denrées alimentaires en provenance des principaux pays producteurs. Par exemple, les épisodes de sécheresse dans le nord-ouest des États-Unis ont entraîné une baisse de volume de blé disponible sur les marchés internationaux, ce qui s'est traduit par une diminution des denrées disponibles sur les marchés locaux et une augmentation du prix des aliments. Plus de 80 % des fluctuations annuelles de la production céréalière peuvent être attribuées aux aléas climatiques.	L'aggravation de la pauvreté et la hausse des prix limitent la capacité de la population à se procurer des aliments sains et nutritifs. L'accès aux denrées alimentaires est étroitement lié à leur disponibilité et à leur prix, mais aussi aux opportunités économiques au sens large. Ainsi, les personnes contraintes de migrer en raison de catastrophes climatiques, par exemple, perdent des opportunités d'emploi, des revenus et la possibilité de se procurer des produits de base, notamment de la nourriture. La fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes affecte également la résilience de la population, dans la mesure où celle-ci n'a pas le temps de reconstituer ses économies, de récupérer ses cultures et son cheptel, ni de remplacer les infrastructures détruites avant qu'une nouvelle catastrophe ne survienne. Par ailleurs, attisés par les changements climatiques, les conflits peuvent compromettre l'accès sécurisé aux marchés, aux terres agricoles et aux voies de transhumance.
Utilisation Impact sur la qualité nutritionnelle des aliments et l'adéquation des régimes alimentaires.	Stabilité La population a accès à la nourriture de manière durable et pérenne, sans risque de chocs soudains entraînant une insécurité alimentaire.
Les changements climatiques peuvent avoir une incidence sur la qualité nutritionnelle des principaux aliments de base tels que le blé et le riz ³³ . Les pertes de récoltes ou de têtes de bétail dues aux aléas climatiques risquent de limiter la capacité d'un ménage à produire des aliments riches en nutriments. En outre, toutes les familles ne peuvent pas se permettre une alimentation diversifiée et de qualité. Il en résulte une diminution de l'apport en calories et la consommation d'aliments moins nutritifs. Les femmes sont souvent les plus touchées. Elles mangent une quantité moindre d'aliments, et ont une alimentation moins variée. Par ailleurs, les femmes enceintes ou allaitantes ont des besoins nutritionnels supplémentaires. L'eau potable revêt une importance particulière. En effet, la consommation d'eau contaminée peut provoquer des diarrhées et d'autres maladies d'origine hydrique entraînant une mauvaise absorption des nutriments. On estime qu'une personne sur quatre dans le monde n'a pas accès à l'eau potable ³⁴ .	L'augmentation des phénomènes extrêmes associés aux changements climatiques peut perturber la stabilité des systèmes alimentaires. À mesure que la fréquence, la durée et l'intensité de ces phénomènes augmenteront au cours des prochaines décennies, la production mondiale de céréales connaîtra une instabilité croissante qui se répercutera sur les prix. Cela touchera particulièrement les quelque 800 millions de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté, car elles sont les plus vulnérables à ces flambées des prix alimentaires ³⁵ .

Les personnes dont les moyens de subsistance sont les plus vulnérables aux changements climatiques sont celles qui pratiquent l'agriculture, l'élevage, la pêche ou d'autres activités qui dépendent fortement des conditions météorologiques et des ressources naturelles renouvelables³⁶. Pour les agriculteurs et agricultrices qui dépendent de régimes météorologiques saisonniers et prévisibles, par exemple, tout changement climatique a une incidence directe sur les cultures et les sources de revenus et de nourriture³⁷.

Les changements climatiques affectent de plus en plus les ressources en eau. En effet, ils altèrent les taux de précipitation et d'évaporation ainsi que le niveau des nappes phréatiques³⁸. À l'heure actuelle, environ 1,8 milliard de personnes, soit près d'un quart de la population mondiale, vivent dans des zones soumises à un stress hydrique, et ce constat devrait s'étendre à près de la moitié de la population mondiale d'ici 2030³⁹. Le manque d'eau potable a un impact direct sur l'alimentation, pour les denrées provenant de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que sur les revenus et la santé de la population.

Le rythme de croissance des rendements des principales cultures vivrières telles que le maïs et le blé ralentit déjà en raison de la diminution des ressources en eau et des épidémies de maladies affectant les plantes. Dans les régions semi-arides, au moins 80 % des variations annuelles de la production céréalière sont imputables à la variabilité du climat⁴⁰.

La crise climatique ne cesse de s'aggraver, en raison notamment d'un système alimentaire mondial qui ne fonctionne plus : un système profondément inégalitaire et non viable pour les populations et la planète. Entre 21 % et 37 % des émissions totales de gaz à effet de serre sont attribuées à notre système alimentaire. Notre modèle industriel de production agricole, fortement tributaire des intrants chimiques pour cultiver de vastes monocultures, ne parvient pas à assurer la sécurité alimentaire et à atténuer la pauvreté de millions de personnes. Il dégrade les sols, appauvrit la biodiversité⁴¹, épuise les ressources en eau et nuit à la sécurité alimentaire des populations.

En corrigeant nos systèmes alimentaires, nous pouvons contribuer à rétablir le climat. Il existe d'ores et déjà plusieurs solutions innovantes. Le fait de soutenir la production alimentaire locale et durable, à travers l'agroécologie et la gestion du carbone dans les sols, par exemple, pourrait augmenter les revenus des producteurs et productrices alimentaires locaux, améliorer leur résilience aux chocs climatiques et réduire la pauvreté et les inégalités⁴². De même, le renforcement des circuits locaux de semences paysannes, notamment le développement de banques de semences communautaires, peut représenter un important filet de sécurité pour les petites exploitations à court d'argent, tout en les aidant à gérer les risques climatiques⁴³.

Des conflits attisés et des déplacements forcés

À l'échelle mondiale, les conflits restent la principale cause de la faim chez 70 % de la population en situation d'insécurité alimentaire aiguë, soit plus de 139 millions de personnes⁴⁴.

Les changements climatiques sont un multiplicateur de risque qui aggrave cette situation, en particulier dans les États déjà fragiles⁴⁵. Étant donné qu'ils accroissent indirectement le risque de conflit en exacerbant les facteurs sociaux, économiques et environnementaux existants⁴⁶, les changements climatiques entretiennent et prolongent les conflits armés et aggravent les crises humanitaires. Parmi les nouveaux déplacements de population dus à des conflits en 2020, 95 % se produisent dans des pays vulnérables aux changements climatiques⁴⁷.

En Afghanistan, par exemple, où le conflit a été la principale raison pour laquelle près de 23 millions de personnes se sont retrouvées dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2021, on estime qu'une grave sécheresse survenue la même année a bouleversé les moyens de subsistance de 7,3 millions d'Afghan-es et provoqué une diminution des récoltes de céréales de l'ordre de 24 % par rapport à l'année précédente⁴⁸.

Le réchauffement toujours plus grave de la planète entraînera une recrudescence des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment des épisodes de sécheresse, qui

contribueront à leur tour à l'essor des conflits violents au sein des pays⁴⁹. À chaque fois que la température atteint un degré supplémentaire, il faut s'attendre à ce que les différends interpersonnels augmentent de 2,4 % et les conflits intercommunautaires de 11,3 %⁵⁰.

De même, les phénomènes météorologiques extrêmes provoquent des pénuries d'eau et de nourriture, ce qui contraint la population touchée à se déplacer⁵¹. Les agriculteurs et les éleveurs, hommes et femmes, se voient dans l'obligation d'abandonner leurs terres lorsque des conditions extrêmes – notamment les invasions de criquets pèlerins, les épisodes de sécheresse et les inondations – réduisent leurs cultures à néant et font dépérir leurs animaux. Chaque année depuis 2008, les phénomènes météorologiques extrêmes entraînent le déplacement de plus de 20 millions de personnes⁵². Par exemple, en Somalie, la sécheresse a forcé près d'un million de personnes à quitter leur foyer depuis janvier 2022⁵³.

Dans d'autres régions, comme les îles du Pacifique, les changements climatiques entraînent une montée lente mais non moins fatidique du niveau des eaux. Ce phénomène engloutit les terres agricoles et provoque la disparition de la faune et de la flore marines, ce qui oblige les familles qui se consacrent à la pêche et à l'agriculture à abandonner leurs foyers pour s'installer dans des zones offrant de meilleures conditions⁵⁴.

Les conflits sont susceptibles d'entraîner une hausse des violences à l'égard des femmes et des filles, en particulier des exécutions arbitraires, de la torture, des violences sexuelles et des mariages forcés. Les femmes et les filles sont les principales victimes du recours aux violences sexuelles, notamment comme tactique de guerre, et ces actes sont de plus en plus courants⁵⁵.

Les groupes de personnes déplacées, en particulier les femmes et les filles⁵⁶, sont particulièrement vulnérables, dans la mesure où ces personnes dépendent pour survivre de l'aide fournie par les autorités, les communautés d'accueil et les organisations humanitaires. Elles sont souvent confrontées à des problèmes de protection et des difficultés d'accès au logement, à la nourriture et à d'autres services de base⁵⁷. En République démocratique du Congo, par exemple, les femmes qui ont été contraintes de se déplacer dans leur pays ont été davantage touchées par la violence conjugale (10 % de plus) à la suite de leur déplacement⁵⁸. En outre, les femmes sont souvent moins bien payées et leur charge de travail non rémunéré augmente généralement pendant cette période de bouleversement⁵⁹.

Des interventions et une aide humanitaire de grande ampleur

Les changements climatiques aggravent les facteurs à l'origine de l'insécurité alimentaire, notamment les crises économiques, les déplacements de population et les conflits. Face à cette situation, les besoins humanitaires et de développement atteignent de nouveaux sommets, paralysant la capacité des pays pauvres à y faire face et submergeant la capacité des mécanismes d'aide mondiaux à mettre en place des interventions opportunes et suffisamment ambitieuses.

L'incapacité du monde à lutter contre la crise climatique perpétue aujourd'hui la dépendance à l'égard du système d'aide humanitaire, qui n'a pas été conçu ni doté des moyens nécessaires pour répondre à des chocs cycliques et prévisibles d'une telle ampleur et à une telle fréquence.

D'après des recherches récemment menées par Oxfam, les besoins de financement pour les appels humanitaires de l'ONU liés à des phénomènes météorologiques extrêmes sont aujourd'hui huit fois plus élevés qu'il y a 20 ans. Ces cinq dernières années, seule la moitié des fonds sollicités par les appels ont finalement été collectés⁶⁰.

Malgré la montée en flèche de l'insécurité alimentaire dans ces régions, le financement des dix zones les plus sensibles aux risques climatiques dans le monde a été tout aussi

insuffisant, ce qui révèle l'incapacité croissante du système humanitaire à répondre à l'ampleur et à la fréquence des catastrophes climatiques. Une recherche d'Oxfam a révélé qu'entre 2000 et 2021, les bailleurs ont fourni moins de 20 milliards de dollars sur les 31,6 milliards de dollars exigés par les appels des Nations Unies liés aux phénomènes météorologiques extrêmes pour les dix pays les plus exposés aux risques climatiques – couvrant donc 40 % seulement des besoins environ⁶¹.

Ces lacunes sont révélatrices de l'incapacité générale du système humanitaire à satisfaire les besoins urgents. En 2021, les bailleurs ont répondu à hauteur d'un peu plus de la moitié (54 %) de l'appel de 37,64 milliards de dollars lancé par les Nations Unies et n'ont fourni que 44 % (soit 6,2 milliards de dollars sur 14,1 milliards) des fonds spécifiquement destinés à la sécurité alimentaire⁶².

Afin de réduire les risques de chocs liés au climat, les interventions humanitaires doivent toutes être précédées d'une action anticipative, préventive et durable. Cela exige des mutations profondes dans l'état d'esprit des bailleurs, pour s'assurer que le financement est non seulement disponible en quantité suffisante et au moment opportun, mais aussi qu'il est suffisamment souple, s'inscrit dans la durée, est sensible au genre et donne la priorité aux communautés locales qui se trouvent en première ligne des interventions.

Les personnes défavorisées sont les plus touchées

Tout le monde ne subit pas les effets de la crise climatique de la même manière. Les chocs climatiques perpétuent un cercle vicieux, entre les destructions provoquées et la dépendance à l'aide, touchant les groupes déjà défavorisés. Ils creusent ainsi le fossé des inégalités dans le monde⁶³.

Les femmes, les membres de minorités raciales, les petit·es exploitant·es et le personnel agricole des pays à faible revenu sont les groupes qui sont les premiers et les plus durement touchés par le réchauffement de la planète, perdant souvent à la fois leur maison, leur source de revenus et un accès fiable à la nourriture. Pour eux, les changements climatiques sont le coup de grâce, qui éloigne plus encore la perspective du prochain repas⁶⁴.

En raison des profondes inégalités qui caractérisent notre ère, les petites exploitations agricoles, qui produisent plus de 70 % des denrées consommées par les habitant·es d'Asie et d'Afrique subsaharienne⁶⁵, et les quelque 1,7 milliard de personnes qui travaillent dans des fermes, des plantations, des bateaux de pêche et des usines de transformation⁶⁶, sont souvent incapables de produire suffisamment de nourriture ou de gagner assez d'argent pour échapper à la faim et à la pauvreté.



Les femmes et les filles parcourent souvent de longues distances à pied pour aller chercher de l'eau pendant les épisodes de sécheresse. Ici, des jeunes filles somaliennes recueillent de l'eau dans un puits du village de Docoloha, au Somaliland. Photo : PabloTosco/Oxfam/19

De même, en raison d'une inégalité entre les sexes profondément ancrée dans certaines cultures, les femmes mangent souvent en dernier et une quantité moindre de nourriture, ce qui limite leurs opportunités. Sur tous les continents, la prévalence de l'insécurité alimentaire est déjà plus élevée chez les femmes que chez les hommes, les plus grands écarts en la matière s'observant en Amérique latine⁶⁷. Des obstacles systémiques, tels que la discrimination patriarcale, privent les femmes du droit de posséder des terres⁶⁸ et de bénéficier d'un salaire égal. Au Mali par exemple, où plus de 50 % des femmes sont impliquées dans l'agriculture, seulement 5 % sont propriétaires en titre⁶⁹. Par ailleurs, en cas de choc, les propriétés des femmes sont généralement vendues en premier, ce qui les expose davantage que les hommes à l'insécurité alimentaire⁷⁰.

En Afrique de l'Ouest, à cause de la sécheresse, les femmes et les filles sont contraintes de parcourir des distances de plus en plus grandes pour aller chercher de l'eau. Elles consacrent parfois 20 heures par semaine à cette tâche, voire plus. Dans toute la région, ce sont plus souvent les filles que les garçons qui sont chargées de la collecte de l'eau (62 % contre 38 %⁷¹), ce qui les expose à des risques d'agressions sexuelles et d'arthrite précoce⁷². De nombreuses filles sont également contraintes d'abandonner l'école pour aider leur famille dans ce type de tâches ménagères⁷³.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, elles pourraient augmenter jusqu'à 30 % les rendements de leurs exploitations, ce qui aurait pour effet de réduire de 17 % le nombre de personnes souffrant de faim dans le monde⁷⁴.

Même dans les pays riches, les groupes vulnérables sont les plus durement touchés par les catastrophes d'origine climatique. Aux États-Unis, en raison du manque de réactions adéquates, l'ouragan Maria à Porto Rico en 2017 a dévasté des communautés déjà marginalisées, creusant les inégalités et accentuant la faim⁷⁵. Après le passage de cet ouragan⁷⁶, les efforts déployés pour venir en aide à la population n'ont pas suffi à protéger

les communautés de l'insécurité alimentaire⁷⁷ causée par le manque d'eau potable, les pannes de courant qui ont provoqué la détérioration des aliments réfrigérés, l'interruption de la production agricole⁷⁸, et la capacité généralement limitée d'accéder aux magasins d'alimentation. En octobre 2017, soit un mois après le passage de l'ouragan, près de 80 % de la population de Porto Rico se retrouvait en situation d'insécurité alimentaire⁷⁹.

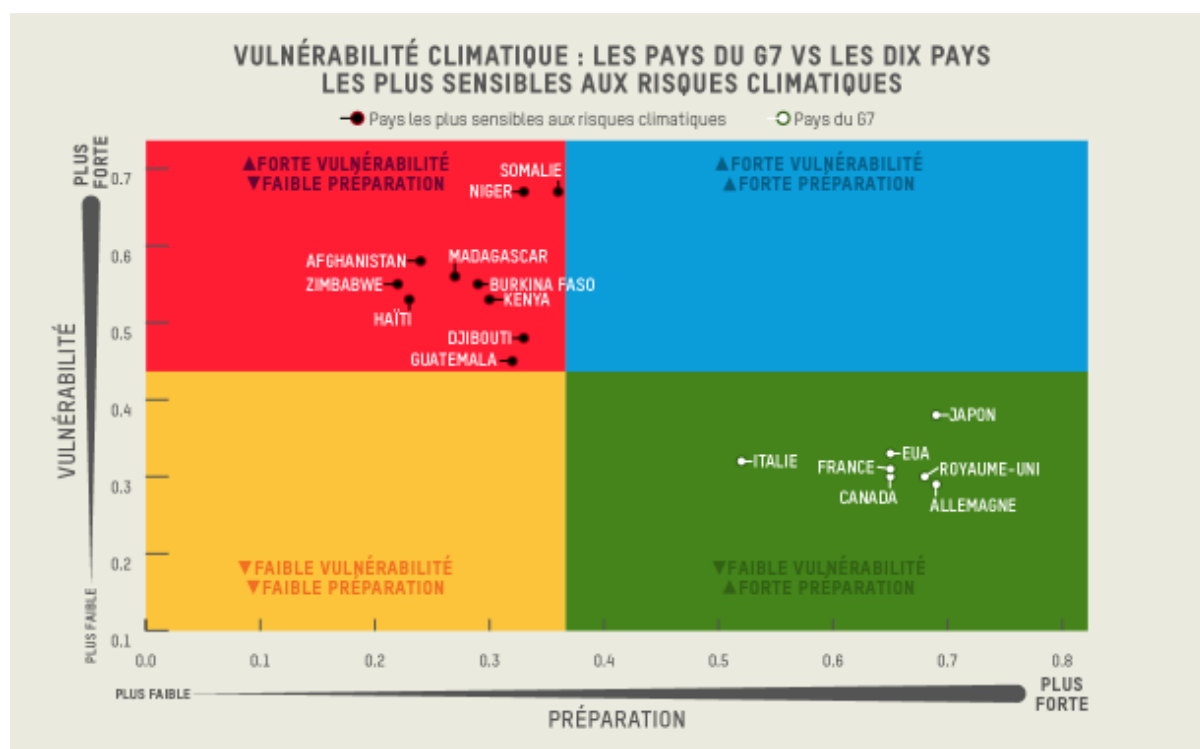
De même, la sécheresse qui a sévi en Californie de 2012 à 2016 – la pire en 1200 ans – a eu des répercussions considérables sur les travailleurs/euses agricoles peu rémunéré-es, puisque plus de 40 000 ouvriers/ères agricoles de petites exploitations (principalement des Latinos) ont perdu leur travail⁸⁰.

L'insécurité alimentaire provoquée par les changements climatiques frappe aussi durement la prochaine génération : la malnutrition des enfants a une incidence négative non seulement sur leur santé, mais aussi sur leur capacité à recevoir une bonne éducation et à saisir des opportunités économiques futures. En Afrique, jusqu'à 44 % de la mortalité infantile est liée à la dénutrition et jusqu'à 18 % des redoublements à l'école sont liés à des retards de croissance, qui sont souvent le résultat d'une malnutrition chronique⁸¹.

4. Les injustices climatiques

Le problème de la faim induite par les changements climatiques est un exemple flagrant des inégalités existantes à l'échelle mondiale. Les pays qui disposent de moins de moyens pour faire face à la crise climatique sont aussi ceux qui ont le moins de responsabilités dans celle-ci. Pendant ce temps, les pays riches, les personnes fortunées et les grandes multinationales continuent d'accroître leur richesse en s'adonnant à des activités particulièrement polluantes.

Figure 1. Vulnérabilité et état de préparation des dix pays les plus vulnérables aux chocs climatiques par rapport aux pays du G7



Il n'est pas surprenant que les dix pays les plus exposés se situent dans le dernier tiers du classement des pays du monde en termes de préparation aux changements climatiques, et parmi les plus vulnérables à ceux-ci⁸². En revanche, les pays du G7, en grande partie

responsables de la crise climatique, sont beaucoup plus à même d'atténuer les risques liés au climat et de s'y adapter, puisqu'ils se situent dans les 20 % des pays les mieux préparés aux chocs climatiques⁸³ (voir Figure 1).

Dans un contexte d'aggravation de la crise climatique et alimentaire, les dirigeants des pays riches et pollueurs, pour la plupart des pays industrialisés de l'hémisphère Nord, continuent de soutenir les entreprises du secteur des combustibles fossiles, qui saccagent l'environnement pour amasser des profits considérables – souvent utilisés pour financer des campagnes électorales⁸⁴.

L'industrie pétrolière et gazière a engrangé des bénéfices faramineux tout en ravageant la planète : 2,8 milliards de dollars par jour (soit plus de 1 000 milliards de dollars par an) au cours des 50 dernières années⁸⁵. Moins de 18 jours de profits de ces industries suffiraient à satisfaire la totalité des appels humanitaires de l'ONU pour 2022, soit 48,82 milliards de dollars⁸⁶.

Figure 2. Émissions de carbone pour les pays du G20 par rapport aux dix pays les plus sensibles aux chocs climatiques



Les gouvernements doivent veiller à ce que les entreprises et les personnes fortunées paient leur juste part d'impôts, et tout particulièrement celles qui tirent profit de la dégradation de la planète. Par exemple, un impôt supplémentaire de seulement 1 %⁸⁷ sur les profits réalisés sur les combustibles fossiles l'année dernière générerait 10 milliards de dollars, ce qui couvrirait la quasi-totalité des fonds sollicités par l'appel mondial des Nations Unies en faveur de la sécurité alimentaire.

Les pays du G20, qui contrôlent 80 % de l'économie mondiale⁸⁸, sont à l'origine de plus des trois quarts des émissions mondiales (76 %) ⁸⁹. Ce chiffre est 650 fois supérieur aux émissions des dix pays les plus sensibles aux chocs climatiques, qui ne sont responsables que de 0,1 %⁹⁰ des émissions mondiales de carbone⁹¹ (voir Figure 2).

Les pays les plus durement touchés par les changements climatiques ont subi des pertes considérables. L'Afrique, l'un des continents les plus vulnérables à ces changements, a dû

déboursier 38,5 milliards de dollars à cause des catastrophes survenues entre 1970 et 2019⁹².

Récit de deux épisodes de sécheresse : en Somalie et aux États-Unis

Les changements climatiques n'ont pas toujours les mêmes effets partout.

Depuis 2020, certaines régions de l'ouest des États-Unis ont été frappées par leur pire sécheresse depuis des siècles, due principalement aux changements climatiques⁹³. Aujourd'hui, on estime que 64 % du territoire américain a été touché par une chaleur extrême et un stress hydrique à différents degrés⁹⁴. Malgré la gravité des épisodes de sécheresse, qui coûtent chacun près de 10 milliards de dollars en moyenne⁹⁵, leurs répercussions sur l'économie américaine dans son ensemble ont été limitées par rapport à celles relevées dans les pays les plus exposés aux chocs climatiques. Les États-Unis se situent parmi les dix pays les mieux préparés aux changements climatiques, grâce à leur puissance économique (avec un PIB s'élevant à 23 000 milliards de dollars)⁹⁶. Cela permet au gouvernement d'aider les petites exploitations agricoles et les groupes défavorisés touchés à s'adapter et à se rétablir rapidement⁹⁷.

En comparaison, la Somalie se classe à la 172^e place sur 182 pays dans l'indice mondial d'adaptation⁹⁸. À cause de la pire sécheresse enregistrée depuis près d'un demi-siècle, plus de 7 millions de Somaliens ont faim à l'heure actuelle⁹⁹. Plus de 200 000 sont même sur le point de succomber à la famine. Près de trois millions de têtes de bétail sont mortes, un bilan terrible pour les familles somaliennes qui dépendent principalement de leurs troupeaux pour se nourrir, gagner de l'argent et épargner. Le pays a besoin de toute urgence de 1,5 milliard de dollars US pour fournir de l'eau et de la nourriture à sa population afin d'éviter que le fléau de la faim ne se répande davantage¹⁰⁰. Ce montant équivaut à 30 % du PIB du pays¹⁰¹. Des années de difficultés économiques, un conflit qui n'en finit pas et une dette extérieure qui ne cesse de croître¹⁰² entravent la capacité du gouvernement à faire face aux catastrophes climatiques.

5. LES PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

Les typhons en Asie

« Nous vivons ici parce que la mer est notre seul moyen de subsistance. Nous avons monté tous les bateaux sur le rivage par sécurité, mais les vagues les ont quand même atteints. Elles ont même submergé les routes. Le typhon Rai était encore plus violent que les deux précédents. Il a littéralement pelé nos montagnes. »

Petronilo Bohl, Philippines

En matière d'insécurité alimentaire, l'Asie se distingue des autres régions du monde. Elle est considérée comme l'une des plus exposées aux catastrophes naturelles, en raison de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes qu'elle subit. En 2020, ce continent recensait plus de la moitié de la population mondiale souffrant de faim chronique, soit 418 millions de personnes, ce qui représente 57 millions de personnes supplémentaires depuis 2019¹⁰³. Pour une grande partie de la population, les aliments nutritifs sont tout simplement hors de portée, puisque 1,9 milliards de personnes dans la région Asie-Pacifique ne pourront pas se permettre d'avoir une alimentation saine en 2020¹⁰⁴.

La région s'est déjà montrée vulnérable à des chocs économiques, comme en témoigne la crise de la COVID-19 qui, conjuguée à une incertitude généralisée concernant les systèmes et les marchés alimentaires, a provoqué une flambée du prix des denrées alimentaires et entraîné une aggravation des inégalités et de la faim¹⁰⁵. Les familles pauvres dont les revenus sont en baisse continuent de modifier leur régime alimentaire, en optant pour des aliments moins chers et moins nutritifs, simplement pour avoir de quoi manger¹⁰⁶.

En raison des changements climatiques, les populations ébranlées par ces chocs économiques ont bien du mal à se relever. Cela est d'autant plus vrai que près de 70 % de

la population d'Asie du Sud est employée dans l'agriculture et vit dans des communautés rurales, ce qui la rend plus vulnérable aux phénomènes météorologiques extrêmes¹⁰⁷.

Les cyclones, les typhons et les inondations dues à la mousson ont englouti les foyers et les sources de revenus des populations, creusant les inégalités au Bangladesh, au Népal, au Pakistan et en Inde, ainsi que dans la plupart de l'Asie du Sud-Est. En 2013, le typhon Haiyan a fait 6 300 morts¹⁰⁸ et déplacé plus de 4 millions de personnes aux Philippines¹⁰⁹ et 880 000 autres au Vietnam¹¹⁰. De même, le cyclone Amphan de mai 2020, l'un des plus violents jamais enregistrés, qui a frappé la région des Sundarbans, entre l'Inde et le Bangladesh, a contraint 2,4 millions de personnes en Inde et 2,5 millions au Bangladesh à quitter leur foyer¹¹¹.

Sous l'influence du réchauffement des océans, les cyclones tropicaux de l'Asie de l'Est et du Sud-Est affichent une force destructrice de plus en plus puissante depuis les années 1970, et cette force devrait encore doubler d'ici la fin du XXI^e siècle¹¹². Au cours des 40 dernières années, l'intensité des typhons qui sont arrivés jusqu'aux côtes s'est déjà accrue de 12 à 15 %. Le nombre de tempêtes de catégorie 4 ou 5 a triplé¹¹³.

L'augmentation de la température des océans étend la portée de ses phénomènes et leur impact à l'intérieur des terres, amplifiant ainsi leur pouvoir destructeur¹¹⁴. Le phénomène d'El Niño a été le pire de ces derniers temps, entraînant des pénuries d'eau dans de nombreuses parties de la région et mettant à mal l'économie agricole. L'ASEAN estime à environ 4,4 milliards de dollars les dommages causés en moyenne chaque année par les catastrophes résultant de phénomènes météorologiques extrêmes¹¹⁵.

À mesure que les températures augmentent, et en l'absence de nouveaux progrès technologiques, les rendements des rizières en Asie pourraient chuter de 50 % d'ici 2100 par rapport à 1990¹¹⁶. L'Asie du Sud connaîtra une réduction de 30 % du rendement de ses cultures de blé et de maïs d'ici la fin du siècle, ce qui entraînera une hausse supplémentaire du prix des denrées alimentaires¹¹⁷. D'ici 2030, 38 millions de personnes supplémentaires en Asie et dans le Pacifique risquent de souffrir de la faim¹¹⁸.

La sécheresse en Afrique de l'Est

« Nous n'avons plus aucun revenu et notre bétail est mort à cause de la sécheresse. Les enfants ont dû abandonner l'école parce que leurs parents n'ont plus les moyens de payer leurs frais de scolarité. » Asli Duqow, Wajir, Kenya

Le réchauffement continu de l'océan Indien et de l'océan Pacifique dû aux changements climatiques a contribué à l'apparition d'épisodes de sécheresse de plus en plus longs et fréquents en Afrique de l'Est. À l'heure actuelle, la région connaît sa pire sécheresse depuis près d'un demi-siècle, ce qui ne fait qu'aggraver une crise alimentaire déjà alarmante en soi¹¹⁹.

D'après les estimations d'Oxfam, la faim risque aujourd'hui d'emporter une vie toutes les 48 secondes en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, trois pays ravagés par la sécheresse¹²⁰. Plus de 21 millions de personnes en Éthiopie, au Kenya et en Somalie se trouvent en situation d'insécurité alimentaire extrême¹²¹. C'est plus du double que pendant la sécheresse calamiteuse de 2011, où 9 millions de personnes s'étaient retrouvées dans cette situation. Actuellement, 1,8 millions d'enfants souffrent de malnutrition sévère au Kenya, en Somalie et en Éthiopie en raison de cette sécheresse persistante¹²².

Des millions de personnes vulnérables étaient déjà fragilisées par le conflit dans la région et plusieurs chocs économiques, tels que l'inflation des prix alimentaires mondiaux et la pandémie de COVID-19. Elles ont déjà perdu la plupart de leurs revenus et de leurs économies à cause de ces crises et n'ont rien à quoi se raccrocher. Pour elles, un nouveau

choc climatique aussi grave et persistant, qui décime leurs cultures et le peu de bétail qui leur restent, risque d'être fatidique¹²³.

La production alimentaire de l'Afrique de l'Est figure déjà parmi les plus vulnérables aux changements climatiques, étant donné qu'elle est fortement tributaire de l'agriculture pluviale. Les épisodes de sécheresse à répétition affectent à la fois les cultures et le bétail, minant la capacité d'adaptation des populations¹²⁴. Il est d'autant plus difficile pour elles de se préparer à la prochaine catastrophe puisque les chocs climatiques se produisent à des intervalles de plus en plus courts¹²⁵.

Les sécheresses récurrentes continueront à accroître la fragilité de la région en provoquant de nouvelles pertes de récoltes, une instabilité alimentaire, la destruction de moyens de subsistance et des déplacements internes à grande échelle¹²⁶. À l'heure actuelle, jusqu'à 85 % des terres cultivées en Éthiopie ont été touchées¹²⁷, et jusqu'à 60 % de la production céréalière en Somalie est inférieure à la moyenne, en raison de cette sécheresse qui dure depuis deux ans¹²⁸. Près de 10 millions de têtes de bétail sont mortes dans la région, dont 3,8 millions dans le sud de l'Éthiopie, 2,4 millions au Kenya et plus de 3 millions en Somalie¹²⁹.

Les phénomènes météorologiques extrêmes alimentent également les conflits. En effet, les précipitations, qu'elles soient trop faibles ou trop élevées, ont été associées à une multiplication des conflits communautaires¹³⁰ dans la région. En Somalie, le manque d'eau était la principale cause des différends dans 40 % des établissements humains étudiés¹³¹.

En outre, les pays d'Afrique de l'Est importent la plupart de leurs céréales de l'étranger. Cela signifie que l'impact brutal du réchauffement climatique sur les récoltes va compromettre l'accès de la population de la région aux aliments de base, ce qui entraînera une flambée du prix des denrées alimentaires, les rendant encore plus inaccessibles pour des millions de personnes¹³².

Les cyclones d'Afrique australe

« Le lendemain matin [après le passage du cyclone tropical Ana], on a eu bien du mal à arriver jusqu'à la maison. Il y avait de la boue partout, qui nous empêchait d'avancer. Rien n'avait été épargné, tous nos biens avaient disparu. Nous avons des poules ; nous ne les avons jamais retrouvées. Les vêtements et la nourriture avaient été emportés. Maintenant, nous essayons de trouver du travail à la tâche pour avoir de quoi manger et subvenir à d'autres besoins importants ».
- Martha Magombo, Malawi (2022)

Au fil des ans, l'Afrique australe a été frappée par une série de phénomènes météorologiques extrêmes, que des stratégies d'adaptation trop timorées n'ont pas réussi à pallier. Nombre de communautés de la région en souffrent aujourd'hui les conséquences, tandis que les inégalités se creusent. Par ailleurs, les changements climatiques ont une incidence sur la qualité de la nutrition de la population ainsi que sur la stabilité d'accès à la nourriture¹³³.

En cas d'épisodes de sécheresse ou d'inondations, le rendement des cultures diminue, entraînant des pertes de revenus pour les paysannes, qui ont moins de produits excédentaires à vendre. Au Zimbabwe, par exemple, les pertes de production enregistrées entre 1986 et 2016 ont représenté une perte annuelle moyenne de 126 millions de dollars US. Pendant l'année 2001, marquée par la sécheresse, les récoltes perdues ont été évaluées à hauteur de 321 millions de dollars US¹³⁴. Si les familles sont confrontées à des difficultés financières, elles doivent également faire face à une diminution de l'épargne, puisque le prix des produits augmente de 30 % à 40 % au Zimbabwe pendant les sécheresses¹³⁵.

Pendant la sécheresse de 2015-2016, le prix du bétail dans les zones à forte pluviosité du Zimbabwe se situait entre 350 et 450 dollars par tête. Cependant, dans les districts touchés par la sécheresse, les communautés les vendaient pour seulement 20 à 60 dollars pour pouvoir se procurer de la nourriture¹³⁶.

L'Afrique australe souffre d'une insécurité alimentaire et nutritionnelle généralisée. Cette année, dans les dix États membres de la SADC¹³⁷ qui ont fourni des informations, on estime que 47,6 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire, ce qui représente une hausse de 5,5 % par rapport à l'année dernière et 34,3 % de plus que la moyenne sur cinq ans¹³⁸.

La région subit des chocs climatiques annuels et cycliques – selon des régimes irréguliers et peu prévisibles – qui laissent peu ou pas de répit aux communautés pour y faire face. Par exemple, les phénomènes de La Niña et El Niño entraînent souvent des épisodes de sécheresse et des inondations qui affectent les moyens de subsistance. Les changements climatiques constituent également une menace à long terme pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique australe, une région qui connaît un réchauffement deux fois plus rapide que la moyenne planétaire¹³⁹. Selon les prévisions, les changements climatiques provoqueront des inondations de plus en plus fréquentes et intenses¹⁴⁰, ce qui peut entraîner des pertes socio-économiques considérables.

Pendant des siècles, l'agriculture pluviale a non seulement assuré la sécurité alimentaire d'une grande partie de la population de l'actuel Zimbabwe, mais elle a également contribué de manière considérable à l'industrialisation du pays. Cependant, les épisodes de sécheresse prolongée et les autres chocs résultant des changements climatiques et de la variabilité du climat ont eu un impact majeur sur les pratiques agricoles traditionnelles telles que l'élevage extensif, le semi-pastoralisme, les cultures pluviales comme le maïs, le millet et le sorgho, la rotation des cultures et les cultures intercalaires, un recours très limité voire inexistant aux intrants commerciaux comme les engrais et les semences hybrides, et la culture par les agriculteurs de leurs propres semences, en particulier dans les districts semi-arides de Gwanda, Matobo et Mangwe¹⁴¹.

En 2019, le cyclone Idai – le plus meurtrier à avoir jamais frappé le continent – et le cyclone Kenneth ont complètement détruit nombre d'écoles et de cliniques du Mozambique, du Malawi et du Zimbabwe, interrompant l'accès aux services et à l'éducation, et provoquant des déplacements de population par millions. Ces cyclones ont en outre anéanti des milliers d'hectares de cultures, des stocks de semences, des pêcheries et des infrastructures, ce qui a eu de graves répercussions sur les moyens de subsistance et l'accès aux aliments¹⁴². Selon le Programme alimentaire mondial, si aucune démarche d'adaptation n'est entreprise dans la région, environ 30 % de la population sera confrontée à des risques climatiques d'ici 2050¹⁴³.

La sécheresse au Sahel

« À cause du manque de pluie, l'année dernière, les graines n'ont pas toutes poussé et nous n'en avons pas pu tirer grand-chose. Cette année, j'ai beaucoup perdu. Normalement, après la récolte, je gagnais entre 300 000 et 350 000 francs (soit entre 457 et 534 euros). Mais cette année, je n'ai même pas obtenu 25 000 francs (38 euros) » - Ramata Sanfo, Burkina Faso

En Afrique de l'Ouest, plus de 27 millions de personnes se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë¹⁴⁴. Le fléau de la faim progresse à un rythme sans précédent dans la région. En effet, pour la période actuelle (mars-mai 2022), les estimations font état d'une augmentation de 154 % de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par rapport à la moyenne des cinq années précédentes (2017-2021), et une augmentation de 33 % par rapport à 2021¹⁴⁵.

Les pays du Sahel¹⁴⁶ sont les plus touchés. Dans cette région, on s'attend à 6,3 millions de cas de malnutrition aiguë globale¹⁴⁷, dont 1,4 million à un degré sévère¹⁴⁸, soit une augmentation de 27 % par rapport aux estimations de 2021 et de 62 % par rapport à 2018. Si cela se confirme, ce sera la cinquième année consécutive d'un niveau de malnutrition record¹⁴⁹.

La situation alimentaire et nutritionnelle catastrophique de la région à l'heure actuelle est due à de multiples facteurs qui sont tous liés entre eux, dont les changements climatiques. De manière générale, la production est en baisse dans les pays les plus touchés. Cette baisse est particulièrement notable au niveau de la production céréalière du Niger (-39 %), du Mali (-15 %) et du Burkina Faso (-10 %)¹⁵⁰. Ces déficits de production s'expliquent par des chocs climatiques de plus en plus fréquents, mais aussi par les conflits persistants (notamment au Sahel central), qui rendent les activités de production et de récolte de plus en plus ardues¹⁵¹.

Dans le cadre d'un scénario de « statu quo » à l'échelle mondiale, les changements climatiques devraient entraîner une augmentation de la température qui sera 1,5 fois plus rapide au Sahel que dans le reste du monde^{152, 153}. Le Sahel est la région la plus susceptible de connaître les changements les plus importants, avec une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes et l'épuisement des ressources en eau. Selon le GIEC, l'Afrique de l'Ouest deviendra plus humide à l'est mais plus sèche à l'ouest, ce qui aura des répercussions importantes sur l'augmentation de la productivité agricole et sur les systèmes alimentaires de la région¹⁵⁴. L'augmentation des températures devrait accroître la fréquence et l'intensité des sécheresses et affecter la saison de la mousson en Afrique de l'Ouest¹⁵⁵. Les changements climatiques compromettent des moyens de subsistance déjà fragilisés et entraînent des répercussions négatives sur la sécurité. La raréfaction des ressources naturelles accentue les tensions existantes au sein des communautés et les conflits entre éleveurs et agriculteurs¹⁵⁶. Les épisodes de sécheresse deviennent de plus en plus fréquents et graves, tandis que les précipitations se font plus irrégulières et imprévisibles¹⁵⁷.

Un réchauffement de la planète supérieur à 2 °C provoquera un stress important sur les cultures, entraînant une baisse des rendements céréaliers d'environ 11 % au total. La production de maïs et de riz sera particulièrement touchée dans une grande partie de la région des forêts de l'intérieur, tandis que les rendements des cultures de millet et de sorgho pourraient chuter de 15 % à 25 % au Niger et au Burkina Faso¹⁵⁸. Les aléas climatiques se sont traduits par un manque de précipitations dans de nombreux pays sahéliens et des inondations dans d'autres. Alors que, dans le Sahel occidental, les pluies devraient globalement diminuer, des tempêtes plus fréquentes et des précipitations extrêmes dans d'autres parties de la région risquent d'accroître le risque d'inondations¹⁵⁹.

Le couloir sec d'Amérique centrale

« Nous sommes resté-es presque huit jours pratiquement sans nourriture », raconte Mariana López, mère de famille vivant à Naranjo, dans le couloir sec du Guatemala. Des sécheresses persistantes l'ont contrainte à vendre ses terres¹⁶⁰.

L'Amérique latine a été témoin d'une recrudescence de la faim malgré un nombre important d'États entrés dans le groupe des pays à revenu intermédiaire. Au Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua, l'insécurité alimentaire a presque quadruplé au cours des deux dernières années – passant de 2,2 millions de personnes en 2018 à près de 8 millions de personnes en 2021. Ce constat est dû à plusieurs années de phénomènes climatiques extrêmes s'ajoutant à la crise économique causée par la pandémie de COVID-19¹⁶¹.

Les inégalités constituent l'un des principaux facteurs d'insécurité alimentaire dans la région. L'Amérique latine et les Caraïbes comptent parmi les régions les plus inégalitaires du monde

et les plus précaires en dehors des zones de guerre¹⁶². Cette année, les effets de l'inflation généralisée et de la flambée des prix de l'alimentation et de l'énergie à l'échelle mondiale risquent d'aggraver la situation des personnes les plus vulnérables de la région¹⁶³.

Les impacts cumulés des phénomènes climatiques n'ont fait qu'aggraver la situation. L'Amérique latine et les Caraïbes représentent la deuxième région du monde la plus exposée aux catastrophes¹⁶⁴. Depuis 2012, la région est plus fréquemment touchée par des sécheresses et des cyclones¹⁶⁵. Ces phénomènes météorologiques extrêmes, qui s'ajoutent à des régimes politiques instables et à la pandémie de COVID-19, ont plongé plus de 60 millions de personnes supplémentaires dans une situation d'insécurité alimentaire en 2020, par rapport à 2019¹⁶⁶.

Les femmes et les peuples autochtones sont particulièrement touchés par les conséquences des phénomènes météorologiques extrêmes. Les femmes ne gèrent que 8 % des terres au Guatemala et 30 % au Pérou, ce qui signifie que toute modification de l'environnement met davantage en péril leurs revenus¹⁶⁷. De même, les peuples autochtones des hautes Andes sont particulièrement touchés par les effets du réchauffement climatique et du recul des glaciers¹⁶⁸.

Le couloir sec est une bande de territoire qui s'étend du Costa Rica au Guatemala, en passant par le Nicaragua, le Honduras et le Salvador, où vivent plus de 10 millions de personnes. Beaucoup s'adonnent à des activités agricoles ; il s'agit notamment de petites exploitations qui se consacrent à la production de café. La diminution des pluies due aux changements climatiques a eu un impact sur les plantations et a compromis la sécurité alimentaire¹⁶⁹. Ainsi, la sécheresse a provoqué une « crise du café » dans la région. Cette crise a provoqué une baisse de revenus chez les communautés vulnérables du Honduras et du Guatemala, ce qui a contraint nombre d'entre elles à migrer vers les États-Unis, laissant leurs terres à d'autres pour qu'ils les reprennent¹⁷⁰.

Au Guatemala, les conditions météorologiques ont conduit à la perte de près de 80 % de la récolte de maïs. Au Mexique, dans la municipalité de Cerritos, les récoltes ont diminué de 50 % à cause de la sécheresse. Le sorgho, le tournesol et le maïs figurent parmi les cultures les plus touchées¹⁷¹. Même le scénario le plus optimiste en matière de changements climatiques fait état d'une réduction des rendements d'environ 20 % dans toute l'Amérique centrale¹⁷².

Non loin de là, en Haïti, la production d'aliments a aussi considérablement souffert d'une succession d'épisodes de sécheresse et de tempêtes en 2020 et 2021. Ces phénomènes constituent d'ailleurs l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire aiguë dont souffraient 4,4 millions d'Haïtiens en 2021¹⁷³.

6. PHÉNOMÈNES À ÉVOLUTION LENTE

La montée du niveau de la mer dans le Pacifique

*« Les gens ont besoin d'avoir la certitude que les gouvernements vont agir pour protéger leurs droits humains fondamentaux et universels des effets néfastes des changements climatiques »,
Noelene Nabulivou, Diverse Voices and Action for Equality (DIVA), Fidji*

Les îles du Pacifique – composées de 14 nations – sont depuis longtemps tributaires de l'océan pour leur survie. En dépit de l'urbanisation croissante, environ 70 % des habitant·es de la région dépendent dans une grande mesure de l'agriculture ou de la pêche¹⁷⁴.

Plus d'un tiers des 11 millions d'habitant·es des nations insulaires vivent actuellement dans la pauvreté¹⁷⁵, ce qui les rend encore plus vulnérables aux crises alimentaires et

climatiques¹⁷⁶. On observe une augmentation des taux d'insécurité alimentaire modérée et grave dans le Pacifique ; ce dernier étant passé de 2,5 % en 2014 à 4,2 % en 2019¹⁷⁷.

Les habitant·es du Pacifique subissent de plein fouet les effets des changements climatiques sur leur alimentation de base et leurs moyens de subsistance. Lentement mais sûrement, depuis 1990, le réchauffement planétaire a entraîné une montée des eaux près de trois fois supérieure à la moyenne mondiale¹⁷⁸, tout en rendant l'océan de plus en plus acide¹⁷⁹. En conséquence, les coraux ont subi un blanchiment plus fréquent et plus durable, tandis que l'ensemble de l'écosystème marin s'est déstabilisé, ce qui provoque l'extinction des poissons et des crustacés dont les populations dépendent pour leur alimentation.

La plupart des pays insulaires du Pacifique pourraient connaître une diminution de plus de 50 % de leur potentiel maximal de capture de poissons d'ici 2100¹⁸⁰. L'élévation du niveau de la mer provoque par ailleurs des dégâts dans les jardins potagers des populations et érode les terres, détruisant leurs cultures¹⁸¹.

Ces changements entraînent toute une série de répercussions sur les pêcheries et sur la capacité des populations à se procurer de la nourriture par le biais de l'agriculture ou de la pêche. Pour une population dont le poisson représente jusqu'à 90 % de la consommation de protéines animales¹⁸², le déclin des pêcheries est synonyme de régime alimentaire gravement compromis et de malnutrition croissante¹⁸³. La montée progressive du niveau de la mer pourrait peu à peu entraîner la déperdition de la principale source d'alimentation et de revenus des pays du Pacifique, en les submergeant littéralement.

Les personnes les plus vulnérables – notamment les femmes et les personnes déjà confrontées à la pauvreté – sont les premières à subir les effets de ce changement climatique. Pour survivre, nombre d'entre elles dépendent largement de ce qu'elles peuvent cultiver ou pêcher. Or, elles n'ont souvent pas les moyens d'avoir accès à des terres fertiles à cultiver ni de se procurer le matériel de base pour pêcher des poissons ou des crustacés (qui se font de plus en plus rares), comme un filet ou une canne à pêche, pour ne pas parler d'un bateau. Alors que les plus riches peuvent encore assouvir leur faim en achetant des aliments importés, les pauvres ne peuvent se permettre que des aliments peu intéressants sur le plan nutritionnel, comme le riz blanc et les nouilles précuites¹⁸⁴.

De même, alors que les personnes plus fortunées ont les moyens de s'établir sur des terres plus en hauteur ou à l'abri des vagues, ce n'est pas le cas des plus pauvres, qui sont condamnées à demeurer sur des terres moins productives et plus menacées, sans pouvoir produire les aliments dont elles ont besoin pour se nourrir ou pour obtenir des revenus. Cette situation risque d'aggraver le niveau de pauvreté et la faim d'une bonne partie de la population.

Raréfaction de l'eau dans le bassin de l'Euphrate et du Tigre

« J'ai dû vendre la moitié de mes terres pour pouvoir cultiver l'autre moitié. À cause du faible niveau des nappes phréatiques, il est devenu très cher de puiser de l'eau ». Adnan, 62 ans, agriculteur syrien de la région rurale de Damas.

La « région de l'Euphrate », connue pour ses deux grands fleuves¹⁸⁵ – l'Euphrate et le Tigre – et ses terres fertiles et luxuriantes s'étendant à cheval sur la Syrie, l'Irak et la Turquie, est aujourd'hui confrontée à une crise de l'eau sans précédent depuis des décennies¹⁸⁶. En conséquence, les aliments viennent à manquer et, par endroits, la crise alimentaire atteint des niveaux très préoccupants.

Les conflits sont le principal facteur à l'origine de la faim dans la région. En Syrie, en plus de dix ans, ils ont contraint des millions de personnes à quitter leur foyer. Associés à des sanctions qui ont affecté la production agricole, ils ont provoqué une flambée du prix des denrées alimentaires¹⁸⁷ qui a poussé 60 % de la population dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë¹⁸⁸. En Irak, les systèmes agricoles et d'irrigation¹⁸⁹ ont été réduits à néant après quarante années d'instabilité politique, mettant à mal la santé économique du pays¹⁹⁰.

Pour couronner le tout, les changements climatiques sont venus aggraver une situation déjà désastreuse, ayant un effet en chaîne sur la disponibilité des aliments et des revenus pour les populations. Depuis 2007, les ressources en eaux souterraines de la région diminuent à un rythme vertigineux, en raison de plusieurs épisodes de sécheresse consécutifs et particulièrement durs. En 2021, la Syrie, l'Irak et la Turquie ont été frappés par l'une des pires sécheresses que ces pays aient connues depuis des décennies. En conséquence, la production de blé a chuté de 75 %¹⁹¹ en Syrie et le pain y est devenu une denrée rare¹⁹². Dans le gouvernorat d'Al-Hassakeh, on estime que 50 %¹⁹³ des récoltes ont été perdues. De même, le sud-est de la Turquie aurait perdu entre 70 et 90 % de ses céréales¹⁹⁴.

En outre, les ressources hydriques du bassin de l'Euphrate et du Tigre ne cessent de s'étioler, en grande partie en raison de la fréquence accrue des épisodes de sécheresse et de la diminution des précipitations, deux phénomènes dus aux changements climatiques. Entre 2003 et 2010, ce bassin a ainsi perdu 144 km³ d'eau douce stockée¹⁹⁵, ce qui constitue une menace sérieuse pour la sécurité alimentaire de la population¹⁹⁶. En Irak, au cours de l'année écoulée, l'approvisionnement en eau provenant du Tigre et de l'Euphrate avait diminué de 50 % jusqu'en mai 2021¹⁹⁷.

Les petit-es exploitant-es et les personnes effectuant des travaux agricoles saisonniers, qui représentent une part importante du secteur agricole de la région, sont les plus touché-es. Dans la région rurale de Damas, bon nombre de petit-es exploitant-es ont déclaré avoir été contraint-es de réduire la partie irriguée de leurs terres ou d'acheter des systèmes très onéreux d'irrigation au goutte-à-goutte pour sauver leurs récoltes. La profonde crise du carburant qui frappe le pays a également rendu le pompage des eaux souterraines très coûteux, ce qui a forcé des petit-es exploitant-es à renoncer à l'agriculture, voire à abandonner leurs terres¹⁹⁸. Oxfam a également constaté plusieurs cas de tensions entre paysan·nes de différentes communautés à cause du manque d'eau.

Les gouvernements de la région rechignent à souscrire des accords transfrontaliers sur l'eau et à gérer les ressources en eau existantes de manière durable et non extractive, ce qui risque également d'aboutir à une situation d'instabilité politique¹⁹⁹.

Par ailleurs, la crise climatique a contribué à une vague d'exode rural, vers les zones urbaines ou vers des régions où l'accès à l'eau est plus aisé. L'année dernière, environ 20 000 personnes ont été déplacées en Irak en raison du manque d'eau²⁰⁰.

Les femmes, les personnes déplacées et les travailleurs/euses migrant-es sont les plus touché-es par la crise climatique. Bien souvent, en raison de leur statut, ces individus sont peu rémunérés, voire pas du tout, pour leur travail agricole. De profondes inégalités structurelles sur le plan économique et social limitent en outre leur accès à des ressources qui leur permettraient de résister aux effets des changements climatiques et à l'inflation du prix des denrées alimentaires, ce qui les condamne à une pauvreté encore plus grande.

D'ici à 2050, une augmentation de 1 °C de la température planétaire devrait réduire de 20 % la quantité d'eau douce disponible en Irak, ce qui signifie que près d'un tiers de ses terres actuellement irriguées seront à sec²⁰¹. En Turquie, on estime que les ressources en eau par habitant auront diminué de 40 % entre 1998 et 2050²⁰².

7. IL FAUT AGIR

La crise climatique est une réalité et des personnes meurent déjà de faim à cause de ce fléau. Les gouvernements doivent prendre sans attendre des mesures pour sauver des vies et maîtriser les effets de la crise climatique actuelle, et il est urgent d'agir pour aider les pays vulnérables à se préparer aux prochains chocs climatiques. Il faut notamment garantir un financement climatique adéquat pour soutenir les personnes les plus touchées et investir dans des systèmes alimentaires justes, résilients et durables qui fonctionnent pour tou·tes et pour la planète.

À l'occasion de la 77^e Assemblée générale des Nations Unies et en amont de la COP 27, Oxfam appelle les gouvernements à prendre des mesures urgentes en vue de :

Réduire drastiquement les émissions. Tous les pays, en particulier les pays riches pollueurs, doivent se montrer à la hauteur de leurs responsabilités et soumettre à nouveau des contributions déterminées au niveau national (CDN) ambitieuses, correspondant à leur juste part des efforts à déployer pour limiter l'augmentation de la température mondiale à moins de 1,5 °C. Cela implique des **réductions draconiennes de leurs émissions globales**, notamment celles provenant de l'agriculture non durable, de l'alimentation animale, de la déforestation et de l'utilisation de combustibles fossiles^{203, 204}.

Fournir une aide d'urgence pour sauver des vies dès maintenant. Pour sauver des vies dès maintenant, les bailleurs de fonds, en particulier ceux des pays riches pollueurs, doivent immédiatement combler le déficit de l'appel humanitaire de l'ONU destiné à aider les populations et les pays touchés. Pour ce faire, les gouvernements doivent s'assurer que les entreprises et les personnes fortunées paient leur juste part d'impôts, en particulier celles qui tirent profit de la dégradation de la planète.

Indemniser équitablement les personnes les plus touchées par la crise climatique. Au-delà de la réalisation de l'objectif visant à consacrer 100 milliards de dollars au financement climatique pour atténuer les effets des changements climatiques et s'y adapter, les pays riches pollueurs doivent indemniser les pays à faible revenu pour les préjudices et les pertes qu'ils leur ont causés du fait de ces changements²⁰⁵. Cela passe par la mise en place d'un **mécanisme de financement relatifs aux pertes et préjudices** dans le cadre de la CCNUCC, ainsi que par **l'annulation de la dette** pour aider ces pays à se préparer et à faire face aux chocs climatiques.

Préparer les pays et les populations pauvres au prochain choc climatique. Les gouvernements doivent s'engager à prendre des mesures d'anticipation et de préparation rapide aux chocs climatiques, notamment en garantissant un financement qui puisse être promptement mis à disposition avant les catastrophes climatiques, en mobilisant les systèmes d'alerte précoce et en veillant à ce que les communautés et les organisations locales touchées soient placées au centre des interventions. Il faut également investir dans des systèmes de protection sociale pour aider les populations à surmonter les catastrophes.

Mettre en place des systèmes alimentaires plus justes, plus résilients et plus durables. Afin d'aider les petit·es producteurs et productrices de denrées alimentaires à se rétablir, à reconstituer leurs moyens de subsistance et à affronter les crises climatiques, il est important que les gouvernements et le secteur privé veillent à placer au centre de leur action climatique des systèmes alimentaires plus équitables et justes du point de vue du genre. Ils doivent investir dans une agriculture durable, qui soutienne la production alimentaire locale et préserve la planète.

Fournir des solutions sûres et légales aux personnes qui sont contraintes de se déplacer à cause des changements climatiques. Ces personnes doivent pouvoir se

rendre dans des pays sûrs en cas de catastrophes climatiques à court terme ou de changements climatiques à long terme qui rendent leur lieu d'origine invivable.

Garantir une action climatique sensible au genre. Recueillir des informations pour mieux cerner l'impact de la crise climatique sur les femmes, les filles et les personnes non binaires, et veiller à ce qu'elles puissent accéder aux services sociaux de base.

Références

¹ D'après l'Atlas de la mortalité et des pertes économiques dues à des phénomènes météorologiques, climatiques et hydrologiques extrêmes(1970–2019), de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) (OMM-N° 1267), Genève.

² Rapport d'Oxfam : « [Le virus de la faim se propage : conflits, Covid-19 et changement climatique exacerbent la faim dans le monde](#) » (juillet 2021)

³ Ces dix pays ont fait l'objet du plus grand nombre d'appels liés à des phénomènes météorologiques extrêmes, dans lesquels les risques climatiques ont joué un rôle majeur, selon la méthodologie décrite dans la note technique d'Oxfam intitulée [UN Humanitarian Appeals linked to Extreme Weather, 2000-2021](#) (2022)

⁴ Le FSIN a commencé à publier des rapports mondiaux sur les crises alimentaires en 2017. La population totale en situation d'insécurité alimentaire de niveau IPC 3+ dans ces dix pays en 2016 (voir [GRFC 2017, p. 21](#)) était de 21,3 millions, tandis qu'elle atteignait 47,5 millions en 2021 ([voir GRFC 2022, p. 30 à 33](#)). Elle a donc augmenté de 123 %.

⁵ Nombre de personnes se trouvant au niveau IPC 4 d'insécurité alimentaire et plus en 2021, selon le rapport [GRFC 2022](#). Voir le manuel [Comprendre la classification IPC](#) (en anglais).

⁶ La somme des émissions cumulées de carbone de ces dix pays pour 2020 est de 0,002 trillion de tonnes de carbone, soit 0,13 % des émissions mondiales (1,69 trillion de tonnes de carbone) pour la même année. Source : [Our World in Data](#).

⁷ Ces dix pays se classent dans les derniers 34 % selon les calculs en percentiles de la Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND-GAIN). Les scores ND-GAIN de 2020 sont tirés du [site Internet de ND-GAIN](#).

⁸ La somme des émissions cumulées de carbone des pays du G20 pour 2020 est de 1,299570755 trillion de tonnes de carbone, soit 76,60 % des émissions mondiales de carbone (1,696524177 trillion de tonnes). Source : [Our World in Data](#).

⁹ Voir [About the G20](#)

¹⁰ Le calcul de la fraction des émissions des dix pays (0,002219819) en trillion de tonnes de carbone donne 1/650 en arrondissant à trois chiffres, par rapport aux émissions des pays du G20 (1,299570755 trillion de tonnes de carbone). Les données des émissions de 2020 sont tirées de [Our World in Data](#). 1,299570755/0,002219819 égale à 650 en arrondissant à trois chiffres.

¹¹ Les rapports d'Oxfam « [Le virus de la faim : comment le coronavirus sème la faim dans un monde affamé](#) » (2020) et « [Le virus de la faim se propage](#) » (2021) traitent des multiples facteurs à l'origine de l'insécurité alimentaire.

¹² The Guardian (2022), « [Revealed: oil sector's staggering \\$3bn-a day profits for last 50 years](#) ».

¹³ Pour calculer les profits quotidiens moyens de l'industrie des énergies fossiles au cours des 50 dernières années, estimés à 2,8 milliards de dollars (soit une moyenne annuelle de 1 022 milliards de dollars), nous avons utilisé cet article (en anglais) du Guardian publié en 2022 : [Revealed: oil sector's 'staggering' \\$3bn-a-day profits for last 50 years](#). Sur la base de la moyenne quotidienne, nous avons calculé que moins de 18 jours de profits des entreprises de ce secteur permettraient de couvrir la totalité des appels humanitaires mondiaux des Nations Unies pour 2022, qui s'élèvent à 48,82 milliards de dollars. Nous avons utilisé la moyenne annuelle de 1 000 milliards de dollars pour calculer le rendement d'un impôt supplémentaire de 1 % sur les profits des entreprises du secteur des combustibles fossiles (10 milliards de dollars). The Guardian (2022). [Revealed: oil sector's 'staggering' \\$3bn-a-day profits for last 50 years](#). Calcul effectué à partir des données du Service de suivi financier de l'OCHA, <https://fts.unocha.org/appeals/overview/2022>.

¹⁴ Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (2022). [Is Eastern Africa's Drought the Worst in Recent History? And are Worse Yet to Come?](#)

¹⁵ Sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2022. [Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability](#), p. 9.

¹⁶ D'après l'Atlas de la mortalité et des pertes économiques dues à des phénomènes météorologiques, climatiques et hydrologiques extrêmes(1970–2019), de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) (OMM-N° 1267), Genève.

¹⁷ Document d'information d'Oxfam (juin 2022). [L'heure des comptes. Pour un financement équitable des pertes et dommages dans un contexte d'escalade des impacts climatiques](#), p. 17, encadré 2.

¹⁸ Par exemple, malgré les impacts des phénomènes météorologiques extrêmes au Zimbabwe et à Djibouti, l'insécurité alimentaire aiguë a diminué dans ces pays, alors qu'au Burkina Faso, qui a connu moins de phénomènes de ce type que Djibouti, l'insécurité alimentaire aiguë a augmenté de 1350 %.

¹⁹ Nous utilisons l'expression « insécurité alimentaire aiguë » pour nous référer aux populations qui se trouvent à la phase 3, 4 ou 5 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Voir le [manuel technique IPC version 3.1](#)

²⁰ [GRFC 2017 \(p. 21, tableau 2\)](#) ; [GRFC 2022 \(p. 30 à 33, tableau 1.1\)](#).

²¹ Ces quatre pays sont le Kenya, Madagascar, la Somalie et le Zimbabwe, qui sont tous apparus au moins trois fois depuis 2016 dans la catégorie du GRFC des pays « connaissant des niveaux d'insécurité alimentaire IPC 3 ou pires, principalement en raison de catastrophes liées aux conditions climatiques ». Voir le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2016-2022.

²² Le FSIN a commencé à publier des rapports mondiaux sur les crises alimentaires en 2017. La population totale en situation d'insécurité alimentaire de niveau IPC 3+ dans ces dix pays en 2016 (voir [GRFC 2017, p. 21](#)) était de 21,3 millions, tandis qu'elle atteignait 47,5 millions en 2021 (voir [GRFC 2022, p. 30 à 33](#)). Elle a donc augmenté de 123 %.

²³ GRFC 2022 ; données pour Djibouti tirées de <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1153027/?iso3=DJI>.

²⁴ Source [GRFC 2022, p. 7](#).

²⁵ Bilan mondial 2022 (GAR 2022). [More than one disaster a day looming without action on risk reduction, UN warns](#).

²⁶ ODI (septembre 2015). [Zero poverty, zero emissions: Eradicating extreme poverty in the climate crisis](#).

²⁷ Climate Action Tracker (2021). [Températures](#).

²⁸ Sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2022. [Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability](#) p. 9 et 14.

²⁹ Rapport du Conseil consultatif scientifique sur le changement global (2007), [World in Transition: Climate Change as a Security Risk](#) et ONU Info, [Climate change recognized as 'threat multiplier', UN Security Council debates its impact on peace](#).

³⁰ FAO, 2021, *The impact of disasters and crises on agriculture and food security: 2021*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb3673en>, p. 32

³¹ Rapport du GIEC, section 5.2, « [Impacts of climate change on food systems](#) ».

³² R. Mukerji. (2019). [Climate Change and Hunger](#). Indice de la faim dans le monde.

³³ <https://www.hsph.harvard.edu/c-change/subtopics/climate-change-nutrition/>.

³⁴ <https://ourworldindata.org/water-access>.

³⁵ Mbow, C., C. Rosenzweig, L.G. Barioni, T.G. Benton, M. Herrero, M. Krishnapillai, E. Liwenga, P. Pradhan, M.G. Rivera-Ferre, T. Sapkota, F.N. Tubiello, Y. Xu, 2019. *Food Security*. Dans le rapport du GIEC sur « Le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres » [P.R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, S. Connors, R. van Diemen, M. Ferrat, E. Haughey, S. Luz, S. Neogi, M. Pathak, J. Petzold, J. Portugal Pereira, P. Vyas, E. Huntley, K. Kissick, M. Belkacemi, J. Malley, (eds.)], p. 464, et 514 à 516.

³⁶ Indice de la faim dans le monde. [Climate Change and Hunger - Issues in Focus](#).

³⁷ Rapport de l'IFPRI (2009), [Changement climatique – Impact sur l'agriculture et coûts de l'adaptation](#).

³⁸ Rapport du GIEC, [Changement climatique et terres émergées. Résumé à l'intention des décideurs](#).

³⁹ Nations Unies. [Décennie internationale d'action. Pénurie d'eau](#).

⁴⁰ FAO et al (2018). [L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Parcours alternatifs d'ici à 2050](#) (en anglais).

⁴¹ GIEC, 2020. Rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres. <https://www.ipcc.ch/srccl/>

⁴² Rapport d'Oxfam, « [Both Ends](#) » (2022) et Groupe d'experts de haut niveau (2019).

⁴³ Oxfam et CTD (2016). <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/bn-our-seeds-food-security-zimbabwe-151216-en.pdf>

⁴⁴ [GRFC 2021 \(p. 22, Figure 1.14\)](#).

⁴⁵ Nations Unies. [Climate change recognized as 'threat multiplier', UN Security Council debates its impact on peace](#)

-
- ⁴⁶ CICR (2020), [7 choses à savoir sur le changement climatique et les conflits](#)
- ⁴⁷ OCHA. [Internal Displacement](#).
- ⁴⁸ GRFC 2022, p. 30 et 62.
- ⁴⁹ Sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2022. [Résumé à l'intention des décideurs](#) (en anglais).
- ⁵⁰ Annual Review of Economics (2015). [Climate and Conflict](#).
- ⁵¹ Sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2022. [Résumé à l'intention des décideurs, p. 11, note de bas de page B.1.7](#) (en anglais).
- ⁵² UNHCR USA (2016). [Questions fréquentes sur les déplacements provoqués par le changement et les catastrophes climatiques](#).
- ⁵³ Source: REACH, [Somalia Drought: key findings](#) (juillet 2022)
- ⁵⁴ Oppenheimer, M., B.C. Glavovic, J. Hinkel, R. van de Wal, A.K. Magnan, A. Abd-Elgawad, R. Cai, M. Cifuentes-Jara, R.M. DeConto, T. Ghosh, J. Hay, F. Isla, B. Marzeion, B. Meyssignac, et Z. Sebesvari, 2019 « Sea Level Rise and Implications for Low-Lying Islands, Coasts and Communities ». Dans le rapport spécial du GIEC sur l'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, V. Masson-Delmotte, P. Zhai, M. Tignor, E. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Nicolai, A. Okem, J. Petzold, B. Rama, N.M. Weyer (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, NY, États-Unis, p. 321 à 445. <https://doi.org/10.1017/9781009157964.006>, p. 375 à 378.
- ⁵⁵ HCDH [Les droits humains des femmes et les problématiques liées au genre dans les situations de conflit et d'instabilité](#).
- ⁵⁶ Banque mondiale, « [Gendered dimension of forced displacement](#) »
- ⁵⁷ Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes (2022). [Déplacements forcés : réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays \(PDI\)](#).
- ⁵⁸ Banque mondiale (2021). [Conflict, Displacement and Overlapping Vulnerabilities: Understanding Risk Factors for Gender-Based Violence among Displaced Women in Eastern Democratic Republic of Congo](#).
- ⁵⁹ Banque mondiale. [Gender Dimensions of Forced Displacement: A Synthesis of New Research](#)
- ⁶⁰ Document d'information d'Oxfam (juin 2022). [L'heure des comptes Pour un financement équitable des pertes et dommages dans un contexte d'escalade des impacts climatiques](#).
- ⁶¹ Calculs d'Oxfam à partir de données publiées sur <https://fts.unocha.org/>
- ⁶² Plans d'appel et d'intervention 2021. [Service de surveillance financière de l'OCHA](#), consulté le 22 août 2022.
- ⁶³ Diffenbaugh, N. S. & Burke, M. [Global warming has increased global economic inequality](#). *Proc. Natl Acad. Sci. USA* 116, 9808–9813 (2019).
- ⁶⁴ GIEC 2022
- ⁶⁵ Leah H Samberg *et al* 2016 *Environ. Res. Lett.* 11 124010
- ⁶⁶ ONU (2020) « [The Impact of COVID-19 on Food Security and Nutrition](#) », juin 2020.
- ⁶⁷ <https://www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf>
- ⁶⁸ *Ibid*
- ⁶⁹ Nations Unies, Afrique Renouveau (2016). [Face aux rigueurs du climat ...les femmes peuvent aussi aider à en réduire les effets](#)
- ⁷⁰ H. Botreau et M.J. Cohen (2019). « [Gender inequalities and food insecurity](#) », Document d'information d'Oxfam
- ⁷¹ Graham JP, Hirai M, Kim S-S (2016). [An Analysis of Water Collection Labor among Women and Children in 24 Sub-Saharan African Countries](#). *PLoS ONE* 11(6): e0155981.
- ⁷² Sommer M, Ferron S, Cavill S, House S (2015). [Violence, gender and WASH: spurring action on a complex, under-documented and sensitive topic](#). *Environment and Urbanization* n°27, p. 105 à 116.
- ⁷³ Plan International. [How will the hunger crisis affect women and girls?](#)
- ⁷⁴ <https://www.fao.org/3/i2050f/i2050f01.pdf>
- ⁷⁵ Science (April 2019). [Climate change was the engine that powered Hurricane Maria's Devastating Rains](#).
- ⁷⁶ Oxfam (2018). [The weight of water on women. The long wake of hurricane María in Puerto Rico](#).
- ⁷⁷ Natural Hazards Center (2018). [Small-Scale Food Production and the Impact of Water Shortages in Puerto Rico after Hurricane Maria. An Early Status Assessment](#).
- ⁷⁸ Luis Alexis Rodríguez-Cruz *et al* 2022 *Environ. Res. Lett.* 17 044057. [Social-ecological interactions in a disaster context: Puerto Rican farmer households' food security after Hurricane Maria](#).
- ⁷⁹ Bread for the World (2017). [Food Insecurity in Puerto Rico: The aftermath of the hurricanes](#).
- ⁸⁰ Environmental Science & Policy (89), [Broadening understandings of drought – The climate vulnerability of farmworkers and rural communities in California](#) (États-Unis). Novembre 2018, p. 283 à 291.

-
- ⁸¹ Étude sur le coût de la faim, PAM. <https://www.wfp.org/publications/cost-hunger-africa-series>
- ⁸² Calculs des percentiles des scores attribués par la Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND-GAIN) aux dix pays les plus exposés aux chocs climatiques. Les scores ND-GAIN de 2020 sont tirés du [site Internet de ND-GAIN](#). Le Guatemala, qui a le score le plus élevé dans l'indice ND-GAIN parmi les dix pays les plus exposés, se situe dans le 19^e percentile (0,34) de tous les scores de tous les pays. Cela signifie que les dix pays les plus exposés se situent dans le dernier tiers (les 34 % inférieurs) du classement mondial en terme de préparation aux changements climatiques.
- ⁸³ Calculs des percentiles des scores ND-GAIN des pays du G7. Les scores ND-GAIN de 2020 sont tirés du [site Internet de ND-GAIN](#).
- ⁸⁴ The Guardian (2022). [Revealed: oil sector's 'staggering' \\$3bn-a-day profits for last 50 years.](#)
- ⁸⁵ The Guardian (2022). [Revealed: oil sector's 'staggering' \\$3bn-a day profits for last 50 years.](#)
- ⁸⁶ Calcul effectué à partir des données du Service de suivi financier de l'OCHA, <https://fts.unocha.org/appeals/overview/2022>.
- ⁸⁷ Pour calculer les profits quotidiens moyens de l'industrie des énergies fossiles au cours des 50 dernières années, estimés à 2,8 milliards de dollars (soit une moyenne annuelle de 1 022 milliards de dollars), nous avons utilisé cet article (en anglais) du Guardian publié en 2022 : Revealed: oil sector's 'staggering' \$3bn-a-day profits for last 50 years. Sur la base de la moyenne quotidienne, nous avons calculé que moins de 18 jours de profits des entreprises de ce secteur permettraient de couvrir la totalité des appels humanitaires mondiaux des Nations Unies pour 2022, qui s'élèvent à 48,82 milliards de dollars. Nous avons utilisé la moyenne annuelle de 1 000 milliards de dollars pour calculer le rendement d'un impôt supplémentaire de 1 % sur les profits des entreprises du secteur des combustibles fossiles (10 milliards de dollars). The Guardian (2022). Revealed: oil sector's 'staggering' \$3bn-a-day profits for last 50 years.
- ⁸⁸ Voir [About the G20](#)
- ⁸⁹ La somme des émissions cumulées de carbone des pays du G20 pour 2020 est de 1,299570755 trillion de tonnes de carbone, soit 76,60 % des émissions mondiales de carbone (1,696524177 trillion de tonnes). Source : [Our World in Data](#).
- ⁹⁰ La somme des émissions cumulées de carbone des dix pays les plus exposés pour 2020 est de 0,002219819 trillion de tonnes de carbone, soit 0,1308 % des émissions mondiales (1,696524177 trillion de tonnes de carbone) pour la même année. Source : [Our World in Data](#).
- ⁹¹ La somme des émissions cumulées de carbone des dix pays les plus exposés pour 2020 est de 0,002219819 trillion de tonnes de carbone ; celle des pays du G7 est de 0,750189498 trillion tonnes de carbone. Source : [Our World in Data](#).
- ⁹² Il est probable que ce chiffre ait augmenté en 2022. Voir « [Atlas of Mortality and Economic Losses from Weather, Climate and Water Extremes \(1970-2019\)](#) ».
- ⁹³ The Guardian (2021). « ['Potentially the worst drought in 1,200 years': scientists on the scorching US heatwave](#) ».
- ⁹⁴ Forum économique mondial (2022), [Climate Change. Persistent drought is gripping over half of the US.](#)
- ⁹⁵ NIDIS – NOAA « [The High Cost of Drought](#) » (2020)
- ⁹⁶ Les États-Unis se classent 18^e parmi les 182 pays étudiés dans l'indice. Source : classement ND-GAIN pour 2020, tiré du [site Internet de ND-GAIN](#).
- ⁹⁷ Oxfam (2022), « [L'heure des comptes. Pour un financement équitable des pertes et dommages dans un contexte d'escalade des impacts climatiques](#) ».
- ⁹⁸ La Somalie se classe 172^e parmi les 182 pays étudiés dans l'indice. Source : classement ND-GAIN pour 2020, tiré du [site Internet de ND-GAIN](#).
- ⁹⁹ IPCinfo : [Somalia: Acute Food Insecurity Situation May 2022 and Projection June to September 2022](#)
- ¹⁰⁰ L'[appel humanitaire de l'ONU](#) pour la Somalie pour 2022 s'élève à près de 1,5 milliards de dollars.
- ¹⁰¹ Banque mondiale (2020). Le PIB de la Somalie en 2020 était de 4,918 milliards de dollars US.
- ¹⁰² La dette publique totale de la Somalie est très élevée : elle atteint 4,8 milliards de dollars, soit 101 % du PIB du pays à la fin 2018. La quasi-totalité de cette dette est externe, selon [l'analyse conjointe Banque mondiale - FMI de la viabilité de la dette](#).
- ¹⁰³ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2021). [L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021](#), p. xiv.
- ¹⁰⁴ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture *et al.* (2020). [L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020](#), p. 72.
- ¹⁰⁵ [Regional Overview of Food Security and Nutrition](#)

-
- ¹⁰⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2020). [Asia and the Pacific Regional Overview of Food Security and Nutrition](#), p. 13.
- ¹⁰⁷ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), 2018. [Global Food Policy Report](#).
- ¹⁰⁸ National Disaster Risk Reduction and Management Council (2013). [Final Report re Effects of Typhoon "Yolanda" \(Haiyan\)](#).
- ¹⁰⁹ Organisation internationale pour les migrations (2015). [Resolving Post-Disaster Displacement: Insights from the Philippines after Typhoon Haiyan \(Yolanda\)](#).
- ¹¹⁰ Time USA (2013). [Deadly Typhoon Haiyan Devastates the Philippines, Heads for Vietnam](#).
- ¹¹¹ Voir [State of the Climate in Asia 2020](#)
- ¹¹² Forum économique mondial (décembre 2021). [Future of the Environment. Tropical cyclones in Asia could double in destructive power](#).
- ¹¹³ Voir « [Intensification of landfalling typhoons over the northwest Pacific since the late 1970s](#) ».
- ¹¹⁴ Forum économique mondial (décembre 2021). [Future of the Environment. Tropical cyclones in Asia could double in destructive power](#).
- ¹¹⁵ Banque asiatique de développement (décembre 2021). [Strengthening Cooperation on Disaster Risk Management within the Association of Southeast Asian Nations](#). *Form TECH-1 Description of Approach, Methodology, and Work Plan for Performing the Assignment*.
- ¹¹⁶ Fonds monétaire international (2018). Finance et développement. [Boiling Point](#).
- ¹¹⁷ Cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2014. [Rapport de synthèse RE5 : changements climatiques 2014](#).
- ¹¹⁸ Banque asiatique de développement (octobre 2019). [Ending Hunger in Asia and the Pacific by 2020. An Assessment of Investment Requirements in Agriculture. Requirements in Agriculture](#).
- ¹¹⁹ Williams et Funk (2011). [A westward extension of the warm pool leads to a westward extension of the Walker circulation, drying eastern Africa](#).
- ¹²⁰ Rapport d'Oxfam « [Un retard dangereux 2 : le coût de l'inaction](#) », mai 2022.
- ¹²¹ Somme de la population des trois pays se trouvant dans la phase IPC 3+ d'insécurité alimentaire, [GRFC 2022](#), p. 31 à 33 ; Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition (2022). [FSNWG Drought Special Report July 2022](#).
- ¹²² Somme des enfants souffrant d'émaciation aiguë au Kenya (142 800, p. 138), en Somalie (213 440, p. 188) et en Éthiopie (1 million, p. 123), [GRFC 2022](#).
- ¹²³ [La FAO et le PAM mettent en garde contre une crise alimentaire généralisée imminente alors que la faim menace la stabilité dans des dizaines de pays](#) (juin 2022)
- ¹²⁴ Boko *et al.* (2007). [Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability](#).
- ¹²⁵ Overseas Development Institute, « [Climate risk report for the East Africa region](#) », juillet 2022
- ¹²⁶ Weathering Risk and PIK/adelphi (2022). [Climate Risk Profile Somalia](#).
- ¹²⁷ D'après l'[indice de stress hydrique](#) de la FAO.
- ¹²⁸ D'après le [Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition \(FSNAU\)](#) et le [Réseau de systèmes d'alerte rapide aux risques de famine \(FEWS NET\)](#).
- ¹²⁹ Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition (2022). [FSNWG Drought Special Report July 2022](#).
- ¹³⁰ Hendrix et Salehyan (2012). [Climate change, rainfall, and social conflict in Africa](#) ; Raleigh et Kniveton (2012). [Come rain or shine: An analysis of conflict and climate variability in East Africa](#) ; Theisen (2012). [Climate clashes? Weather variability, land pressure, and organized violence in Kenya, 1989–2004](#).
- ¹³¹ REACH, « [Key findings: Somalia drought](#) », juillet 2022.
- ¹³² IFRI (2013), [East African agriculture and climate change: A comprehensive analysis](#). Chap. 13, p. 385 à 387.
- ¹³³ Programme alimentaire mondial (juin 2021). [Climate Change in Southern Africa](#).
- ¹³⁴ Groupe de la Banque mondiale (mars 2019). [Zimbabwe: Agriculture Sector Disaster Risk Assessment](#).
- ¹³⁵ Gouvernement du Zimbabwe (2021). [Zimbabwe Revised Nationally Determined Contribution](#).
- ¹³⁶ *Ibid*
- ¹³⁷ Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) (2022). Les membres de la communauté [SADC](#) sont les suivants : Angola, Botswana, Comores, République démocratique du Congo, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.
- ¹³⁸ Regional Vulnerability Assessment & Analysis Programme (RVAA) (2021). SADC RVAA Synthesis Report 2021. [The state of food and nutrition security and vulnerability in Southern Africa](#).
- ¹³⁹ GIEC (2018). Rapport spécial : réchauffement planétaire de 1,5 °C. [Chapitre 1](#).

-
- ¹⁴⁰ GIEC (2022) [Sixième rapport d'évaluation – fiche d'information régionale](#) – Afrique, p2
- ¹⁴¹ Ndlovu, E., Prinsloo, B. et Le Roux, T. (2020). [Impact of climate change and variability on traditional farming systems: Farmers' perceptions from south-west, semi-arid Zimbabwe](#). *Jàmá: Journal of Disaster Risk Studies*, 12(1), 1-19.
- ¹⁴² Miller, K.A *et al.* (2020). [Greenpeace Africa: Weathering the storm: Extreme weather events and climate change in Africa](#).
- ¹⁴³ Programme alimentaire mondial (juin 2021). [Climate Change in Southern Africa](#).
- ¹⁴⁴ Réseau de prévention des crises alimentaires (2022). [Analyses – RPCA](#). Les pays pris en compte sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée équatoriale, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo.
- ¹⁴⁵ Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSNWG) pour la région Afrique de l'Ouest. [Sahel and West Africa: Unprecedented Food and Nutrition Insecurity, April 2022](#).
- ¹⁴⁶ Burkina Faso, Mali, Niger, Mauritanie, Sénégal et Tchad.
- ¹⁴⁷ La malnutrition aiguë globale (MAG) est une mesure de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. Elle fournit des informations sur le pourcentage de tous les enfants de cette tranche d'âge qui sont classés comme ayant un faible poids pour leur taille et/ou des œdèmes. La MAG est aussi souvent appelée émaciation. (Source : [HCR](#)).
- ¹⁴⁸ La malnutrition aiguë sévère (MAS) est caractérisée par un poids très faible par rapport à la taille, par une émaciation sévère visible ou par la présence d'œdèmes de famine. (Source : [UNICEF](#)).
- ¹⁴⁹ Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSNWG) – Région Afrique de l'Ouest. [Sahel and West Africa: Unprecedented Food and Nutrition Insecurity, April 2022](#).
- ¹⁵⁰ RPCA (2022). [Avis sur la situation alimentaire et nutritionnelle du Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Concertation technique du dispositif régional de prévention et gestion des crises alimentaires \(PREGEC\)](#). Dakar 28-30 mars 2022.
- ¹⁵¹ OCHA Afrique de l'Ouest et centrale. [Food insecurity in the Sahel has increased significantly over the past year](#).
- ¹⁵² [The Sahel in the midst of climate change](#), Solidarités International, mars 2020.
- ¹⁵³ USAID (avril 2017). Climate Change Risk Profile – West Africa Sahel. [Regional Overview](#).
- ¹⁵⁴ World Politics Review (mars 2022). [On Climate Change, Africa's Nightmare Is Already Here](#).
- ¹⁵⁵ Douville, H. K. *et al.* (février 2022). [Water cycle changes](#) ; V. Masson-Delmotte *et al.* (2021). [Climate Change 2021: The Physical Science Basis](#). Contribution du Groupe de travail I au Sixième rapport d'évaluation du GIEC ; SIPRI Insights on Peace and Security (février 2022). N° 2022/3. [Climate Change and Violent Conflict in West Africa: Assessing the Evidence](#).
- ¹⁵⁶ La pénurie de ressources a des répercussions importantes sur les doléances et l'insécurité des populations pastorales. Pflaum, M. (2021), « [Pastoralisme et violence en Afrique du Nord et de l'Ouest](#) », Notes ouest-africaines, n° 31, OCDE, Paris.
- ¹⁵⁷ Depuis 40 ans, la superficie des terres cultivées a doublé, atteignant près de 25 % de la surface totale des terres. Une tendance que les scientifiques prévoient d'accélérer parallèlement à la croissance démographique. Bulletin de la sécurité africaine – Une publication du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. N°39, juillet 2021. [La complexité croissante des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et centrale](#).
- ¹⁵⁸ USAID (2018). [Climate Risk Profile in West Africa](#).
- ¹⁵⁹ Douville, H. K. *et al.* (février 2022). [Water cycle changes](#); V. Masson-Delmotte *et al.* (2021). [Climate Change 2021: The Physical Science Basis](#). Contribution du Groupe de travail I au Sixième rapport d'évaluation du GIEC.
- ¹⁶⁰ Oxfam (2019). [En primera persona: obligadas a abandonar sus hogares por la crisis climática](#).
- ¹⁶¹ PAM, [Frappées par les chocs climatiques et meurtries par la crise économique, des millions de personnes en Amérique centrale font face à la faim](#)
- ¹⁶² Oxfam (2015). [Privilegios que niegan derechos](#).
- ¹⁶³ FAO (2022). [Indice FAO des prix des produits alimentaires](#).
- ¹⁶⁴ OCHA (2020). [Desastres Naturales en America Latina 2000-2019](#).
- ¹⁶⁵ WWF. [El impacto del cambio climático en Latinoamérica](#).
- ¹⁶⁶ FAO, FIDA, OPS, PAM et UNICEF, 2021. [América Latina y el Caribe - Panorama regional de la seguridad alimentaria y nutricional 2021: estadísticas y tendencias](#). Santiago de Chile, FAO.
- ¹⁶⁷ Oxfam (2016). [Desterrados: Tierra, poder y desigualdad en América Latina](#).
- ¹⁶⁸ Somo Iberoamerica (2019). [Los pueblos indígenas son los más vulnerables al cambio climático](#).
- ¹⁶⁹ [Groupe de travail II, Sixième rapport d'évaluation du GIEC \(2022\)](#), Chapitre 12, Amérique centrale et du Sud.
- ¹⁷⁰ Voir « [The Coffee Crisis in Central America](#) ».

-
- ¹⁷¹ Nations Unies (août 2021). [Cambio climático: América Latina será una de las regiones más afectadas](#).
- ¹⁷² Les prédictions sont basées sur l'hypothèse de la matérialisation du scénario climatique B2 du GIEC. Voir le [rapport du GIEC](#)
- ¹⁷³ GRFC 2022, p. 129.
- ¹⁷⁴ Programme alimentaire mondial et Communauté du Pacifique (2018). [Food Security in Vulnerable Islands: A Regional food security atlas of the Pacific](#).
- ¹⁷⁵ *Ibid*
- ¹⁷⁶ PAM (2021). [Asia and the Pacific Regional Overview of Food Security and Nutrition](#), p. 10.
- ¹⁷⁷ *Ibid*
- ¹⁷⁸ USGS, [The Impact of Sea-Level Rise and Climate Change on Pacific Ocean Atolls](#), 27 juin 2022.
- ¹⁷⁹ GIEC, [WGII Regional factsheet "small islands"](#). 2022
- ¹⁸⁰ Sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2022, [IPCC WGII Sixth Assessment Report](#), Groupe de travail II, Chapitre 12 « Regional climate changes », p. 5.
- ¹⁸¹ Programme alimentaire mondial et Communauté du Pacifique (2018). [Food Security in Vulnerable Islands: A Regional food security atlas of the Pacific](#).
- ¹⁸² Sixième rapport d'évaluation du GIEC, Groupe de travail II, [Impacts report](#), Chapitre 15, p. 26.
- ¹⁸³ Programme alimentaire mondial et Communauté du Pacifique (SPC) (2018). [Food Security in Vulnerable Islands: A Regional food security atlas of the Pacific](#).
- ¹⁸⁴ Australian Institute for International Affairs, « [Gendered \(In\) Security – A Pacific Reality](#) »
- ¹⁸⁵ National Geographic Resource Library. [Fertile Crescent](#) ; FAO. 2009. AQUASTAT [Transboundary River Basins – Jordan River Basin](#). Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- ¹⁸⁶ Communiqué de presse conjoint (2021), [Water crisis and drought threaten more than 12 million in Syria and Iraq](#).
- ¹⁸⁷ PAM, [12 million Syrians now in the grip of hunger, worn down by conflict and soaring food prices](#).
- ¹⁸⁸ Aujourd'hui, plus de 12 millions de personnes en Syrie se trouvent en situation d'insécurité alimentaire. Source : [Programme alimentaire mondial](#).
- ¹⁸⁹ [The reverberating effects of explosive violence on agriculture in Iraq](#) (2020)
- ¹⁹⁰ FAO. [Iraq: Restoration of agriculture and irrigation water systems sub-programme](#) (2018–2020)
- ¹⁹¹ La production est passée de 4,1 millions de tonnes à 1,05 million de tonnes. FAO (2021), rapport de synthèse par pays : [Syrian Arab Republic Country Brief](#)
- ¹⁹² <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/facing-syrias-food-crisis#main-content>
- ¹⁹³ Middle East Institute (10 décembre 2021). [Three signs of impending famine in Syria absent immediate action](#).
- ¹⁹⁴ BBC News Turkce (juin 2021). [Agricultural areas have been severely damaged due to drought in the Southeast: 'Our field has been brain dead'](#).
- ¹⁹⁵ Voss, K. A., J. S. Famiglietti, M. Lo, C. de Linage, M. Rodell et S. C. Swenson (2013), *Groundwater depletion in the Middle East from GRACE with implications for transboundary water management in the Tigris-Euphrates-Western Iran region*, Water Resour. Res., 49, doi:10.1002/wrcr.20078.
- ¹⁹⁶ OCHA (2021). [Syrian Arab Republic: Euphrates water crisis & drought outlook, as of 17 June 2021](#).
- ¹⁹⁷ Arab Center Washington DC (décembre 2020). [Mitigating Conflict over Water in the Euphrates-Tigris Basin](#).
- ¹⁹⁸ D'après des entretiens d'Oxfam avec des paysan·nes touché·es par la baisse des eaux de l'Euphrate dans la région rurale de Damas, mai 2021.
- ¹⁹⁹ Water International (2009), « [Water Scarcity Impacts and Potential Conflicts in the MENA Region](#) », p. 6.
- ²⁰⁰ OIM, [Migration, Environment, and Climate Change in Iraq](#) (2022).
- ²⁰¹ Banque mondiale (novembre 2021). [Iraq Economic Monitor: The Slippery Road to Economic Recovery](#).
- ²⁰² [Impacts of Climate Change on Water Resources in Turkey](#), p 884.
- ²⁰³ Dabi, Nafkote et Sen, Aditi (2021) [Pas si net – Objectifs climatiques « zéro émission nette » : conséquences sur l'équité foncière et alimentaire](#). Oxfam, DOI 10.21201/2021.7796
- ²⁰⁴ https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/4.-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf
- ²⁰⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2021). [The Impact of Disasters and Crises on Agriculture and Food Security, p.178](#). Les pays les moins avancés (PMA) et les pays à revenu faible et intermédiaire ont perdu en moyenne plus de 100 milliards de dollars US par an (entre 2008 et 2018) en raison de la baisse de la production agricole et animale à la suite de catastrophes. [Traduction de la citation exacte : « Entre 2008 et 2018, environ 108,5 milliards de dollars US ont été perdus en raison de la baisse de la production agricole et animale dans les PMA et les pays à revenu faible et intermédiaire à la suite de catastrophes ».]